

l'Anticapitaliste

n°571 | 3 juin 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



NI OUBLI NI PARDON

COMBATTONS

L'EXTRÊME DROITE ET L'AUTORITARISME

Dossier

**8 ANS APRÈS L'ASSASSINAT
DE CLÉMENT MÉRIC:
ANTIFASCISTES, TANT QU'IL
LE FAUDRA!** Pages 6 et 7

ÉDITO

Un toit, plus que jamais
un droit!

Page 2

PREMIER PLAN

Élections régionales.
À (l'extrême) droite toute

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Syrie. La mascarade de la
«réélection» de Bachar al-Assad

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Rachel et Sylvie,
grévistes de l'Ibis Batignolles.

Page 12



Par MANU BICHINDARITZ

Un toit, plus que jamais un droit!

A près une prolongation concédée par le pouvoir pour cause de pandémie, la trêve hivernale s'est achevée lundi 31 mai. Les expulsions locatives vont donc pouvoir reprendre... La question du logement reste un véritable scandale qui met en relief les inégalités générées par un système incapable de répondre aux besoins fondamentaux de la population. Le Droit au logement (DAL) et la Fondation Abbé Pierre le confirment : la crise sanitaire a fragilisé la catégorie la plus précaire de la population, au niveau de l'emploi et des revenus, et donc aussi sur le terrain du logement. Ainsi, 30 000 locataires sont aujourd'hui menacés d'expulsion, ce qui représente plus de 60 000 personnes. Deux fois plus qu'avant le début de la pandémie ! Pourtant, si on est sans logis, les chiffres sont sans appel : on meurt en moyenne à 40 ans, avec une espérance de vie de quinze ans... Quand on sait que la France, pays riche, compte actuellement 3,1 millions de logements vides, ne rien faire est donc tout simplement criminel ! Les associations qui se battent au quotidien pour le droit au logement ont logiquement demandé la prolongation de la trêve hivernale jusqu'à la fin de l'année. Mais la ministre du Logement, Emmanuelle Wargon, l'a dit tout net : il n'y aura pas d'« année blanche » en ce qui concerne les expulsions. Rien d'étonnant au vu des mesures prises depuis son arrivée : baisse des APL, réduction des aides à la construction de logements sociaux, mesures encourageant la spéculation immobilière, développement des grands projets socialement inutiles et financièrement coûteux (JO 2024, ANRU...), agression et démantèlement des campements de sans-logis (en particulier ceux occupés par des migrantEs)... Dimanche dernier à Paris, entre 2000 et 3000 manifestantEs ont pris la rue pour défendre le droit au logement contre la reprise des expulsions locatives. Elles et eux, nous pensons qu'il est urgent de défendre un toit pour touTEs, un besoin vital au même titre que pouvoir se nourrir, se soigner ou s'habiller. Cela passe d'abord la réquisition des logements et immeubles de bureaux inoccupés depuis deux ans grâce par la stricte application de la loi, la construction de 200 000 logements sociaux par an, l'arrêt de la vente des logements HLM et la renationalisation des sociétés HLM, le blocage des loyers... Et, en matière de construction, de réquisition, c'est à la population de contrôler ses besoins et de décider, pas à ce gouvernement criminel !

BIEN DIT

Il est absolument essentiel que le commerce des armes fasse l'objet d'un débat public en France et d'un véritable contrôle parlementaire.

AYMERIC ELLUIN (Amnesty International), présentation d'une nouvelle enquête d'Amnesty sur les ventes d'armes françaises, 31 mai 2021.

À la Une

ÉLECTIONS RÉGIONALES

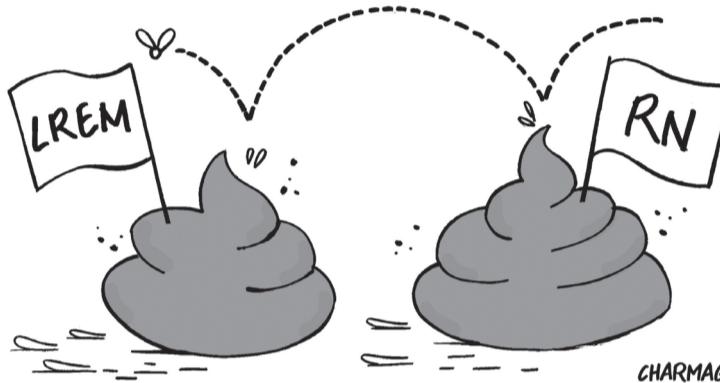
À (l'extrême) droite toute

Selon un sondage réalisé la dernière semaine de mai, la liste du Rassemblement national arriverait en tête, au premier tour, dans la région Occitanie, avec 30 % des voix. Quelques jours plus tôt, une autre enquête donnait Thierry Mariani et la liste RN largement en tête en région PACA avec 43 %. Du côté des Hauts-de-France, LR et Xavier Bertrand sont au coude à coude avec l'extrême droite et Sébastien Chenu (33 % contre 32 %). Dans le Grand Est, le RN obtiendrait 28 %, contre 24 % pour LR. Cap à droite, très à droite...

Les sondages ne sont qu'un indicateur déformé de la réalité, a fortiori un mois avant le scrutin. Mais force est toutefois de constater que tous les indicateurs sont à droite, et même très à droite, en ce qui concerne le futur scrutin régional. A fortiori si l'on y ajoute les scores de LREM, en général classée 3^e ou 4^e – ce qui en dit par ailleurs long sur la faible assise électorale et sociale de la Macronie. Il existe certes quelques exceptions, avec la Nouvelle-Aquitaine et le président PS sortant donné en tête au premier tour, ou la Bretagne avec LREM en tête, juste devant LR, le PS et le RN. Mais la tendance lourde est bien là : quelles que soient les tractations qui vont encore s'opérer d'ici le second tour, les élections régionales vont venir confirmer, voire amplifier, la droitisation extrême, ou l'extrême droitisation, du champ politique.

LREM, LR, RN : dangereux trio
Et l'on ne parle pas ici que de sondages et de futurs résultats électoraux. Les chiffres issus des enquêtes d'intention de vote sont en effet en complète résonance avec la tonalité de la campagne électorale, une véritable course à l'échafouette raciste et sécuritaire au sein de laquelle on n'arrive parfois plus à savoir qui est RN, qui est LR et qui, parfois, est LREM. L'extrême droite s'en amuse d'ailleurs, qui n'hésite pas à interpeller LR en les accusant de plagiat, à l'instar de Sébastien Chenu taclant la députée Annie Genevard : « Nous ne réclamerons pas, chère Annie Genevard, de droits d'auteur. Quand

C'EST LE PRINTEMPS, LA DROITE BUTINE !



il s'agit de la France, il faut savoir se montrer généreux. Au contraire, je vous invite à continuer de vous inspirer de Marine Le Pen.» De son côté Guillaume Peltier explique, à propos de Ménard, « On porte les mêmes convictions », quelques semaines après qu'Eric Ciotti eut déclaré : « Ce qui nous différencie du RN, c'est notre capacité à gouverner ».

LREM n'est évidemment pas, formellement, sur la même longueur d'ondes, se posant en « rempart » contre l'extrême droite. C'est d'ailleurs ce qui explique les tensions au sein de LR, qui cherche à exister entre le RN et la Macronie, avec des tergiversations comme en PACA où, finalement, la liste LR sera soutenue par LREM, tandis que dans le même temps, en Bourgogne-Franche-Comté, LR (et l'UDI) se sont alliées avec Debout la France et Nicolas Dupont-Aignan... Les postures de Macron et des siens

ne doivent cependant susciter aucune illusion : il s'agit bien d'un positionnement électoral, et il suffit d'écouter pendant quelques minutes un Gérald Darmanin ou un Jean-Michel Blanquer pour mesurer à quel point LREM reprend les thèmes et les propositions de l'extrême droite, allant jusqu'à l'accuser, comme l'avait fait le ministre de l'Intérieur face à Le Pen, d'être « trop molle ». Et l'on ne parlera pas ici des lois « séparatismes » et « sécurité globale », véritables cadeaux à l'extrême droite...

Nos luttes, nos solidarités, nos alternatives

Les lecteurEs de *l'Anticapitaliste* savent que le NPA est divisé quant à sa stratégie sur les élections régionales : des camarades ont construit des listes, en Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine, avec La France Insoumise et des acteurEs

des mobilisations sociales, tandis que d'autres estiment qu'en l'absence de listes du NPA il faudra voter Lutte ouvrière¹. Une chose est certaine : les listes d'union de la gauche gestionnaire, jusqu'au PS, ne sont en aucun cas une perspective politique porteuse d'un quelconque espoir d'alternative, mais rien d'autre que des tentatives de replâtrage et d'alliance entre des partis ayant multiplié, lorsqu'ils étaient majoritaires, les attaques contre notre camp social. En Occitanie comme en Nouvelle-Aquitaine d'ailleurs, les majorités sortantes, « de gauche », présentent à ce titre un bilan catastrophique. Et nous savons en outre que ce ne sont ni ces élections régionales ni la perspective d'attendre 2022 qui pourront apporter de véritables changements, même s'il s'agit aussi de se faire entendre lors de ces élections. Mais nous savons que contre la droite extrême et l'extrême droite, et contre la mortifère alternative Macron-Le Pen, ce sont nos luttes et nos solidarités qui pourront réellement renverser la vapeur : en s'opposant sans ambiguïté, ici et maintenant, aux thématiques pourries des fachos de tous bords, aux lois racistes et liberticides, en articulant cette opposition à la mise en avant de revendications sociales et sanitaires, appuyées sur les mobilisations et l'auto-organisation, et en défendant la perspective d'un autre monde.

Julien Salingué

1 – Une motion allant en ce sens a été votée lors de notre dernier Conseil politique national (voir *l'Anticapitaliste* n°570).

MOBILISÉ·E·S LE 7 JUIN -----

Forcer Macron à soutenir la levée des brevets à l'OMC !

Les 8 et 9 juin, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) met une nouvelle fois à son ordre du jour la suspension des brevets sur les vaccins et traitements anti-covid. Une demande formulée depuis octobre 2020 par l'Inde et l'Afrique du Sud, soutenue par plus d'une centaine de pays et d'organisations de la société civile.

Cette demande a toujours été rejetée par les représentants des pays capitalistes avancés, qui défendent les brevets et à travers eux les profits scandaleux de leurs trusts pharmaceutiques. Mais aujourd'hui la donne a changé.

« Placer les gens avant le profit »

Grâce aux mobilisations des activistes du monde entier, et notamment des pays dominés, Joe Biden a dû se résoudre à annoncer son soutien à la suspension temporaire des brevets. Le lendemain, Macron a semblé lui emboîter le pas. Mais quelques jours

après, lors du sommet européen de Porto, il est revenu sur ce soutien, affirmant que « la clef, c'est le don de doses », et pas les brevets. En visite en Afrique du Sud, il a déclaré que, s'il était favorable à une levée temporaire des brevets, il voulait d'abord « prioriser l'accélération du dispositif

Covax » mis en place par l'OMS. La réponse du président sud-africain Ramaphosa a été claire : « Plus nous attendons, plus nous mettons des vies en danger. Les dons sont les bienvenus, mais ils ne seront pas suffisants pour pallier les manques. » « Contre l'apartheid vaccinal », il en appelle à « placer les gens avant le profit ». Ce qui a changé aussi, c'est la certitude qu'avec 3,4 millions de morts, un chiffre largement sous-estimé d'ailleurs, et l'émergence de variants plus agressifs qui donnent une nouvelle dynamique à la pandémie, le pari de relancer la machine économique mondiale en ne vaccinant à prix d'or que les populations des pays riches était un leurre dangereux.

Il faut les forcer à lever les brevets

Le système Covax mis en place par l'OMS et la fondation Bill et Melinda

Un monde à changer

CALIFORNIE-SUR-SEINE. Chaque interview ou intervention d'Emmanuel Macron est l'occasion, pour le président de la «start-up nation», d'une nouvelle sortie révoltante. C'est ainsi que dans une interview accordée à la revue *Zadig*, Macron s'est fendu de la déclaration suivante : «*J'aime énormément la Seine-Saint-Denis. [...] Il ne manque que la mer pour faire la Californie.*»

On se demande parfois dans quel monde vivent ces gens, et si ce genre d'ânerie résulte de l'ignorance, du mépris, de la bêtise, ou des trois à la fois. Difficile de savoir en effet ce que représente «la Californie» dans l'imaginaire d'Emmanuel Macron. À la lecture de l'interview, il semble bien que ce soit le caractère «jeune» et «dynamique» (en termes de créations de start-ups bien sûr) du 93 qui ait inspiré à Macron sa nouvelle sortie. Un genre de Silicon Valley à portée de métro, en somme.

Il est certain que pour nombre d'habitantes, et notamment de jeunes, de Seine-Saint-Denis, la mer doit faire rêver. Mais probablement pas parce qu'elle n'est pas là, et plutôt parce que le rêve est de pouvoir aller en vacances. La Seine-Saint-Denis est ainsi le département de France

métropolitaine depuis lequel les jeunes partent le moins en vacances. Mais le manque principal n'est certainement pas la mer. Le taux de chômage et le taux de pauvreté du 93 sont eux aussi parmi les plus élevés de France métropolitaine, avec par exemple un taux record de 28% d'habitantes sous le seuil de pauvreté. Un pourcentage qui atteindrait, d'après l'Insee, 40% sans les mécanismes de redistribution sociale que Macron et les siens s'emploient à détruire méticuleusement.

En Seine-Saint-Denis encore plus qu'ailleurs, on manque de services publics, de logements, de transports en commun, de centres de santé, de personnels dans les administrations... Mais qu'importe pour Macron : ce qui compte, c'est le prétexte «dynamisme économique» d'un département laboratoire des inégalités, lesquelles vont encore s'accroître avec la perspective des JO de 2024, machine à gentrifier et à marginaliser.

Bref. Sans porter de jugement sur la situation sociale en Californie, une chose est certaine : Macron est à l'ouest, et cela devient de plus en plus insupportable.

ÉDUCTION NATIONALE Grenelle : pire que rien

En présentant mercredi 26 mai les mesures du «Grenelle de l'éducation», qui a réuni plusieurs groupes de travail pendant trois mois, Blanquer les a qualifiées «d'historiques». Il s'agit en fait d'une nouvelle opération de com, dans le but de faire croire que nous serions «choyés» par un gouvernement qui n'a pourtant de cesse de dégrader les conditions de travail.

Pour être honnête, on n'attendait pas grand-chose de ces annonces. À l'issue des ateliers dont on se souvient qu'ils comptaient plus de rugbymen et de policiers que de représentantes syndicales, on a donc trois axes et 12 «engagements». Rien de précis, pas grand-chose de chiffré, les choses devant être négociées, cet été, avec les organisations syndicales.

Une revalorisation en trompe-l'œil

La principale attente des personnels concernait la revalorisation salariale. À juste titre : rappelons que les profs français sont parmi les plus mal payés des pays de l'OCDE (25^e sur 36), et que leur pouvoir d'achat, à cause du gel du point d'indice et de l'inflation, ne cesse de s'effondrer : environ -30 % sur 30 ans.

Là-dessus, Blanquer a annoncé une rallonge budgétaire exceptionnelle de 400 millions, soit en moyenne 38 euros par mois. On comprend bien que cela ne concerne donc pas tout le monde, mais seulement les plus jeunes, et plutôt sous forme de prime. Il s'agit ni plus ni moins que de la

REVALORISATION DU SALAIRE DES PROFS



même fausse revalorisation que l'année dernière.

Et surtout, rappelons que le même Blanquer a rendu il y a peu 600 millions du budget de l'Éducation nationale à l'État : on voit bien qu'en fait de mesure historique il s'agit surtout de poudre aux yeux.

Et à quel prix?

Quant aux contreparties annoncées, elles ont de quoi inquiéter. Il s'agit d'abord de renforcer la culture managériale et de donner

toujours plus de pouvoir aux hiérarchies intermédiaires, chefs d'établissement, inspecteurs et bientôt directeurs d'école au statut refondé.

L'engagement 11 est tout aussi problématique : il pose comme principe le fait que dans le secondaire toutes les heures d'enseignements «perdues» devront être rattrapées d'ici la fin de l'année. On imagine quelles menaces cela pourra faire peser sur le droit à la formation, les congés maladie

voire même le droit de grève et les droits syndicaux.

On ne trouve aucune trace, dans les miettes de mesures de ce Grenelle, des mesures qu'il faudrait mettre en place d'urgence pour valoriser les métiers de l'Éducation, comme des embauches massives de titulaires pour recréer un corps de remplaçantes dévasté par des décennies de politiques libérales, une réforme de la formation qui facilite l'accès aux concours au lieu de les repousser toujours plus tard, le dégel du point d'indice et une augmentation substantielle immédiate de 300 euros de tous les salaires.

L'entourloupe de ce Grenelle est finalement assez bien résumée dans l'une des «grandes» annonces présentée lors de la table ronde de mercredi : désormais, l'administration adressera ses courriers aux personnels en commençant par «bonjour»... Mais deux jours plus tard, Blanquer annonçait l'abandon des demi-jauge pour tous les 4^e et 3^e et leur retour en classe entière, du vendredi pour le lundi... «Bonjour» ou pas, le respect des personnels, ce n'est décidément pas pour cette fois.

Raphaël Alberto

Le chiffre

4 ans et 8 mois

C'est le temps qu'il faudrait à unE salariéE moyen du groupe Teleperformance pour gagner autant que ce que le patron de la boîte, Daniel Julien, se met dans la poche en une journée (+ 29 % en 2020 par rapport à 2019). Dans le même temps, l'entreprise bénéficie d'aides publiques grâce au chômage partiel.



Agenda

Samedi 5 juin, Toutes aux frontières! (action féministe européenne), Nice. Infos sur : toutesauxfrontieresfr.wordpress.com

Samedi 5 juin, manifestation antifasciste pour Clément, Paris. À 14 h, place de la République

Samedi 12 juin, manifestation contre la fermeture des hôpitaux Bichat (Paris 18^e) et Beaujon (Clichy). À 11 h, au départ de mairie de Saint-Ouen direction mairie du 18^e via Bichat.

Samedi 12 juin, manifestations pour la défense des libertés, contre les idées d'extrême droite.

Samedi 19 juin, manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions de postes, Paris. À 14 h.

À SUIVRE SUR lanticapitaliste.org
nouveaupartanticapitaliste.org

NO COMMENT

La question est de savoir si une entreprise privée doit être juge de la qualité des gouvernements des pays qui nous accueillent.

PATRICK POUYANNÉ, PDG de Total, à propos des relations maintenues entre la firme pétrolière et la junte birmane, Europe 1, 31 mai 2021.



Gates, et défendu par Macron est clairement un échec. Fin juin, il n'aura réussi à livrer que 70 millions de doses... pour 126 pays ! Et il manque encore deux milliards de dollars de dons pour boucler son budget. Sans parler du fait que son principal fournisseur, Serum Institute of India, a cessé depuis fin mars ses

exportations pour faire face à une puissante deuxième vague qui a tué jusqu'à 4000 Indiens en une journée. Les brevets limitent les capacités de production, favorisent les pénuries et donc des prix hors de portée de la plupart des pays. Il faut les forcer à lever les brevets. Mais aussi à partager les technologies pour

élargir les capacités de production de vaccins.

Gouvernants et Big Pharma nous disent que c'est impossible, trop long. L'exemple de Moderna qui a su lancer une production vaccinale industrielle en deux mois en lien avec le Suisse Lonza à Portsmouth, dans le New Hampshire, nous démontre le contraire. De même, les usines de TEVA, en Europe et aux USA, auraient pu produire des vaccins à ARN. Mais refus des détenteurs de brevets ! Lors du voyage de Macron en Afrique du Sud, les activistes ont expliqué que seulement 700 000 personnes, 1,2% de la population, avaient reçu une dose de vaccin, alors que leur pays a des capacités de production inutilisées, pour cause de brevets. Aspen, qui assemble déjà les vaccins anti-covid de Johnson et Johnson à Port Elizabeth, est prêt à fabriquer les matières premières

et donc à accroître les capacités de production. Sans parler de l'Institut Biovac, qui pourrait se lancer dans la fabrication. Prenant appui sur le vote pour la levée des brevets du Parlement européen, une large mobilisation unitaire se met en place. Avec un meeting international à Lille et sur les réseaux le vendredi 4 juin, et une journée d'action le lundi 7 juin. Vite, mobilisation pour les forcer à lever les brevets !

Frank Prouhet

Vendredi 4 juin, 18 h, à la Bourse du Travail de Lille et sur les réseaux sociaux : MEETING INTERNATIONAL

Lundi 7 juin, 18 h place de la République à Paris et partout en France devant les préfectures, mobilisation unitaire

***l'Anticapitaliste* l'hebdo du NPA**

Rédaction :
0148 70 4227
redaction@npa2009.org

Tirage :
6500 exemplaires

Diffusion :
0148 70 4231
diffusion.presse@npa2009.org

Directeur de publication :
Julien Salingué

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingué

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Photographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148 70 4222
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM' VERT®

BRÉSIL**Samedi 29 mai, la rue s'est exprimée contre Bolsonaro**

Samedi 29 mai, du nord au sud du Brésil, dans plus de 200 villes, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, en pleine pandémie, contre le pire virus, la variante la plus dangereuse au monde : la souche Bolsonaro. Au nom des plus de 450 000 personnes tuées par le covid, les manifestantEs, masqués et gardant leurs distances, ont manifesté pour la vie, réclamant un vaccin, de la nourriture et, surtout, «Dehors Bolsonaro».

Les manifestations ont eu lieu dans pratiquement toutes les capitales, mais aussi dans de nombreuses villes moyennes et petites. Il s'agissait des plus grandes manifestations de rue depuis le tsunami de l'éducation, qui s'est produit en mai 2019, bien avant la pandémie. De nombreux jeunes étaient présents dans les manifestations, ainsi que des femmes et des hommes plus âgés qui ont déjà reçu les deux doses du vaccin. Il y avait des travailleurEs du secteur public et du secteur privé, ainsi que des étudiantEs et des retraitéEs. Des professionnelEs qui sont en première ligne tels que des infirmières, des médecins et des travailleurEs du transport, ainsi que des artistes, des enseignantEs et des ouvrierEs étaient également présents. Il y avait beaucoup de jeunes noirs et une grande participation de femmes. Ils étaient tous unis dans la diversité, contre l'ennemi commun du peuple et de la vie.

Nous ne pouvons pas attendre les élections d'octobre 2022

Dans le contexte d'une pandémie dont le taux de contagion et de mortalité est encore élevé, l'idéal serait que personne ne descende dans la rue pour protester. Mais nous ne vivons pas dans une situation normale. Nous vivons dans un pays présidé par un génocidaire, qui a saboté l'achat de vaccins et continue d'agir délibérément – par le négationnisme et le boycott des mesures barrières – pour maximiser la propagation du covid. Le pays est au bord de la troisième vague de covid, et des milliers de Brésiliens, surtout des travailleurEs noirs et pauvres, habitantEs des périphéries brésiliennes, continuent de mourir chaque jour dans des hôpitaux surpeuplés ou à la maison, où la marmite est vide et où les balles de la police continuent de siffler.

Malgré tout cela, Bolsonaro reste au pouvoir, malgré tous les crimes commis, dont les preuves sont exposées par le CPI (Commission d'enquête) du Sénat. Il est toujours au pouvoir parce que la bourgeoisie brésilienne et ses représentants politiques ne veulent pas le destituer. Les dizaines de milliers de personnes qui, au péril de leur vie, sont courageusement descendues dans la rue samedi 29 mai, représentant la majorité du peuple brésilien, exigent la destitution du président génocidaire. Le pays ne peut pas vivre avec Bolsonaro jusqu'à la fin de 2022. Nous ne pouvons pas attendre les élections d'octobre 2022. Nous devons arrêter immédiatement le massacre du peuple et la destruction du pays. C'était le message de la rue. Le 29 mai (29M) n'a pas été une journée de protestation massive, comme c'est le cas lors de manifestations réunissant des millions ou des centaines de milliers de personnes. Mais le nombre de personnes qui sont descendues dans la rue, compte tenu de la situation critique de la pandémie, est significatif. Cela montre que la volonté de se battre est de plus en plus forte.

Un front de gauche pour les luttes et les élections est plus nécessaire que jamais. L'unité autour de la campagne Fora Bolsonaro doit être renforcée, en unissant les partis de gauche (PSOL, PT, PCdoB, UP, PCB, PSTU), les fronts de mouvements sociaux (Povo Sem Medo et Brasil Popular), la Coalition noire pour les droits, les syndicats, les collectifs de travailleurEs précaires et périphériques, les supporters (de foot) organisés, les mouvements féministes, LGBT, étudiantEs, les sans-toits et les indigènes.

Esquerda online

Version intégrale (en français) sur alencontre.org.

ÉTATS-UNIS Biden, les compagnies pétrolières et l'environnement

Les années d'information et les actions contestataires et de lobbying semblent produire enfin un certain impact sur les politiques environnementales, non sans tensions car la résistance républicaine et les hésitations démocrates ont été constantes et, jusque-là, sans la rapidité et la détermination dont on aurait besoin pour changer la donne.

La course au profit et la puissance politique des entreprises pétrolières et du charbon constituent l'obstacle principal à la réduction des émissions de CO₂, indispensable pour sauver la planète et l'espèce humaine des effets dévastateurs du changement climatique. Mais au-delà, c'est toute une culture axée sur la croissance et alimentée à la fois par les entreprises, les syndicats et les consommateurs, qui représente une barrière majeure au changement.

Les contradictions de Biden

Joseph Biden s'est présenté comme le candidat de l'écologie, promettant de répondre au problème du réchauffement climatique. Lors de son premier jour en tant que président, il a suspendu toutes les nouvelles concessions de gaz et de pétrole sur les terres et les eaux fédérales, il a bloqué le projet de l'oléoduc Keystone XL et annoncé le retour des États-Unis dans l'accord de Paris sur le climat. Maintenant il propose un budget pour 2022 qui consacre 36 milliards de dollars (14 milliards en plus par rapport à l'année dernière) aux énergies renouvelables ; il a en outre assuré l'amélioration de l'infrastructure de gestion de l'eau et la poursuite des recherches. Il propose aussi d'investir 174 millions pour le développement de l'infrastructure et des services pour les véhicules électriques – bien que le Parti républicain veuille y consacrer uniquement une petite partie.



aux mesures du Green New Deal soutenu par Alexandria Ocasio-Cortez et le sénateur Ed Markey. « Nous ouvrons une transition vers une économie 100 % sans carbone qui est plus respectueuse des droits syndicaux, plus juste, plus digne et garantit une meilleure protection de la santé et un meilleur habitat comme nous ne les avons jamais connus auparavant », explique Ocasio-Cortez. Et d'ajouter : « Voulons-nous envoyer un message à l'administration Biden en lui disant que nous avons besoin d'être plus efficaces et plus ambitieux ? La réponse est oui, absolument ».

Pour les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), les propositions du Green New Deal « ne sont qu'une amorce de conversion et non pas un projet adéquat et abouti ». Alors que le Green New Deal promeut la transition vers une économie plus soutenable et une société plus juste, elle n'affronte pas directement les sociétés pétrolières et gazières.

L'aile la plus radicale du mouvement environnementaliste des États-Unis rejette la culture de la croissance et défend l'idée que les émissions de carbone peuvent être réduites uniquement en bloquant le forage pétrolier et l'extraction du charbon et en fermant et réduisant drastiquement les industries qui les gèrent : entre autres celles de l'acier, de l'automobile et du plastique. Pour ce faire, il faudrait nationaliser les industries de l'énergie et les ramener sous le contrôle d'un gouvernement véritablement démocratique. En d'autres mots, pour résoudre la crise climatique, il faut lutter pour le socialisme. Comme l'a déclaré le groupe System Change not Climate Change, « l'actuelle crise écologique dérive du système capitaliste qui engrange les profits d'une élite globale en sacrifiant le reste de la population et la planète. Il doit donc faire face à un mouvement de masse international des travailleurs du monde entier ».

Dan La Botz, traduction Hélène Marra

Les organisations environnementales comme la League of Conservation Voters, le Sierra Club, le Environmental Defense Fund et le mouvement Sunrise ont dépensé 1,5 million de dollars dans le cadre de l'élection présidentielle de 2020, principalement en soutien à Biden et à d'autres candidats démocrates. Toutefois, au cours des derniers mois, l'administration de Biden a donné le feu vert à différents projets situés sur le territoire fédéral ou nécessitant l'approbation du gouvernement fédéral : un vaste projet d'exploitation pétrolière sur le versant nord de l'Alaska, des concessions pour le forage pétrolier dans le Wyoming et la poursuite de l'utilisation de l'oléoduc Dakota Access. Tous ces projets avaient été approuvés par l'administration de Donald Trump avec l'opposition

«Green New Deal»

Depuis l'explosion de la pandémie de Covid-19, le mouvement écologiste – contrairement aux actions spectaculaires du mouvement pour la justice raciale – n'a pas été très visible. Tandis que les contestations locales se poursuivent, il n'y a pas un mouvement national large et actif. L'action des militantEs écologistes s'est concentrée sur le soutien

TCHAD La lutte continue contre le pouvoir militaire

Au Tchad, depuis plusieurs semaines maintenant, et malgré une répression qui a déjà fait plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés, les manifestations se poursuivent pour dénoncer la prise du pouvoir par le Comité militaire de transition (CMT), dirigé par le général Mahamat Deby – fils de l'ancien dictateur Idriss Deby, tué le 20 avril.



(PLD), qui fournissaient des contingents importants lors des manifestations, se sont carrément ralliés au nouveau régime au nom de la «transition». Ainsi, Mahamat Ahmat Alhabo, chef du PLD, vient d'entrer au gouvernement comme ministre de la Justice. De son côté, Saleh Kebzabo de l'UNDR s'est montré plus prudent en se contentant d'envoyer dans le gouvernement deux de ses associés sans se mouiller directement.

La contestation est donc pour l'heure dirigée par Wakit Tamma («L'heure est venue»), collectif très large qui regroupe la plupart des

fonctionnaires, travailleurEs précaires, retraitéEs ou jeunes des quartiers populaires de N'Djamena, «diplômés chômeurs», etc., qui peuplent les manifestations depuis des années. Car la révolte contre la junte militaire s'inscrit elle-même dans une série de mouvements sociaux et de grèves, comme celle des travailleurEs des services publics pendant l'hiver 2018-2019 pour réclamer leurs salaires impayés depuis des mois. Le mouvement avait alors débordé dans d'autres secteurs, comme à Cotontchad, l'une des principales entreprises du pays. Une nouvelle grève du secteur public avait éclaté en janvier dernier, quelques semaines avant les manifestations contre le 6^e mandat d'Idriss Deby. Plus généralement, la protestation contre la misère et l'augmentation phénoménale des inégalités – d'autant plus visibles avec l'arrivée de la manne pétrolière dans les années 2000 – n'a cessé d'augmenter au cours du temps. C'est cette situation, et pas seulement la mort de Deby et le remplacement par son fils, qui rend aujourd'hui la situation du Tchad si explosive.

Correspondant

SYRIE La mascarade de la «réélection» de Bachar al-Assad

Les élections présidentielles ont toujours eu pour objectif principal, depuis l'arrivée de la famille Assad au pouvoir en 1970, de mobiliser les réseaux du régime et affirmer son pouvoir total sur la société syrienne.

Entre farce électorale et mobilisation des réseaux du régime

Cela n'a pas été différent cette année avec Bachar al-Assad. Comme à chaque élection, le culte de la personnalité du chef de l'État est particulièrement visible : immenses posters à son effigie, slogans, chants et clips vidéo à sa gloire, émissions de propagande, tout indique que l'œuvre de son père, Hafez al-Assad, perdure toujours, plus de cinquante ans après sa prise de pouvoir. D'ailleurs, les portraits de Bachar al-Assad n'ont jamais semblé aussi nombreux dans les zones sous la domination du régime syrien.

Deux personnalités considérées comme des faire-valoir se sont présentées face à Bachar al-Assad : l'ex-ministre et parlementaire Abdallah Salloum Abdallah et un membre de «l'opposition tolérée» par Damas, Mahmoud Marei. Ils ont remporté respectivement 1,5% et 3,3% des voix.

Le scrutin exclut de facto les figures de l'opposition en exil, très affaiblie, la loi électorale imposant aux candidats d'avoir vécu en Syrie dix ans consécutifs et de recueillir le soutien de 35 députés du Parlement. De plus à l'étranger, le vote n'a pas plus de valeur. Pour pouvoir voter, les ressortissants syriens devaient prouver qu'ils sont sortis légalement du pays. Une condition qui exclut, de fait, la participation des réfugiés et de nombreux opposants politiques.

Damas a organisé une mascarade à grande échelle avec une deuxième «élection présidentielle» depuis le début du processus révolutionnaire en 2011. Bachar al-Assad a «obtenu 95,1% des voix», améliorant son score de la présidentielle de 2014 (88%).



DR

Soutien des alliés de la Syrie et poursuite de la normalisation régionale

Le gouvernement russe a qualifié la «réélection» de «victoire convaincante», et de «pas important pour renforcer la stabilité» du pays. Poutine a en outre déclaré que les résultats du vote ont pleinement confirmé la haute autorité politique de Bachar al-Assad et la confiance de ses «concitoyens». L'autre allié de Damas, Téhéran, a félicité Bachar al-Assad pour sa «victoire ferme».

Les gouvernements de Washington et de plusieurs États européens ont condamné une élection «ni libre ni juste», «Vos opinions ne valent rien», a rétorqué Bachar al-Assad. En même temps, la normalisation politique entre Damas et certaines capitales arabes se poursuit. Le ministre syrien du Tourisme, Rami Martini, s'est rendu dans le royaume saoudien pour la première visite officielle d'une délégation syrienne en Arabie saoudite depuis

la rupture des relations diplomatiques il y a près de 10 ans. La délégation syrienne a été invitée par le ministère du Tourisme de l'Arabie saoudite et l'Organisation mondiale du tourisme pour assister à la «47e réunion du comité de l'Organisation mondiale du tourisme pour le Moyen-Orient». Cette visite fait suite à des informations diffusées par divers médias au début du mois, qui faisaient état d'une délégation des services de renseignement saoudiens en visite à Damas pour rencontrer des responsables de la sécurité du régime Assad.

«Pas d'avenir pour les Syriens avec le tueur»

Pendant cette grande mascarade, des manifestations et une grève générale ont néanmoins lieu dans de nombreux villages et villes du gouvernorat de Deraa contre cette «élection». Des drapeaux de la révolution syrienne ont par exemple flotté dans la cour de la

mosquée al-Omari – berceau du soulèvement populaire – au-dessus d'une banderole sur laquelle on pouvait lire : «Il n'y a pas d'avenir pour les Syriens avec le tueur». Sur d'autres banderoles et graffitis, les manifestants affirmaient leur refus d'accorder une quelconque légitimité à ces élections. Cette région, qui a été reconquise officiellement par les troupes de Damas à l'été 2018, est un centre de contestation continue contre le régime syrien. Dans la région de Suwayda, dans le sud-ouest du pays, des graffitis ont également condamné cette élection dans les semaines qui l'ont précédée.

De nombreuses manifestations populaires ont également été organisées dans la région d'Idlib, dans le nord-ouest, qui abrite quelque trois millions d'habitants et est sous la domination du groupe djihadiste de Hayat Tahrir Sham. Les régions autonomes du nord-est sont sous le contrôle des Forces démocratiques syriennes, dominées par les forces kurdes du PYD, ont ignoré le scrutin.

Bachar al-Assad, à la fin de ce nouveau mandat de sept ans, aura dirigé le pays pendant 28 ans, portant le total de la famille Assad, père (Hafez al-Assad) et fils, à 58 ans, ce qui représentera alors plus de la moitié de l'existence du pays depuis son indépendance en 1946.

Face à la tyrannie continue du régime du clan Assad, maintenons notre solidarité internationaliste avec les forces progressistes et démocratiques syriennes !

Joseph Daher

SUISSE Campagne contre de nouvelles lois d'exception

Le 13 juin prochain, les Suisses seront appelés à voter sur un paquet de lois prétendument destinées à les protéger contre le terrorisme (MPT).

S' inscrivant dans la continuité d'une tradition suisse de la surveillance depuis le scandale des fiches à la fin des années 1980, l'introduction de ce paquet consolidera le climat d'intimidation, de suspicion et de surveillance qui, accompagné de racisme, existe sur le plan international depuis le 11 septembre 2001. De plus, son effet dissuasif ou d'autocensure notamment sur des personnes militantes au sein d'organisations politiques n'est pas à sous-estimer dans un contexte déjà particulièrement répressif à leur égard.



DR

Attaque contre les libertés d'expression et d'opinion

Depuis quelques semaines, la campagne est lancée. En Suisse romande, un comité de gauche s'est constitué et peine à faire entendre sa voix, malgré le lancement d'un appel qui a récolté presque 500 signatures en deux semaines. De l'autre côté de l'échiquier politique, le ton sécuritaire est de mise, mobilisant des images stéréotypées et stigmatisantes. La conseillère fédérale du Parti libéral-radical Karin Keller-Sutter ne cesse d'ailleurs d'alimenter la peur et le mythe de l'islamisation radicale au travers d'exemples caricaturaux et préoccupants dans ses interventions médiatiques. L'attaque des libertés d'expression et d'opinion des militantEs politiques est au contraire tue. Le paquet de lois MPT comporte un risque élevé d'arbitraire, pouvant prendre un tournant autoritaire et islamophobe. Il comprend de nombreuses notions juridiques indéterminées, dont certaines sont centrales, comme «terroriste potentiel» ou «activités terroristes». Cette absence délibérée de définitions claires donne une large marge d'appréciation à l'Office fédéral de la police (fedpol), laissant présumer d'importants risques d'abus. Par ailleurs, des mesures préventives pourront être prises contre une personne sur la base de simples «indices» d'«activités terroristes». Ces indices ne désignent pas des infractions, mais sont fondés exclusivement sur des hypothèses quant aux intentions de ladite personne. Il s'agit en d'autres termes d'une présomption de dangerosité, difficilement renversable par la personne concernée.

Danger pour les droits démocratiques

Au travers de ces dispositifs, les capacités d'organisation et d'expression des milieux militants sont mises à mal, car leurs protestations politiques pourront être considérées comme terroristes. Finalement, en donnant les pleins pouvoirs à la fedpol, le projet contourne le système pénal existant et crée un système répressif en dehors des principes et des garanties procédurales. Un contrôle judiciaire indépendant ne pourra pas être opéré, alors que des mesures lourdes de conséquences, telles qu'une interdiction de quitter le territoire, seront prononcées. À ceci s'ajoute que les informations sur lesquelles se fonde la fedpol seront souvent secrètes ou difficilement accessibles pour la personne concernée. L'opacité sur le prononcé de mesures de contrainte sera donc totale.

L'acceptation de ce paquet de lois d'exception le 13 juin représenterait un énorme danger pour nos droits démocratiques. Elle réduirait légalement nos capacités de résistances en renforçant les capacités autoritaires de l'État, dont les cibles principales sont les idées politiques et les croyances religieuses. Votons non à la loi MPT!

Marie Colette

Publié dans le n°389 de solidaritéS (Suisse).

BIÉLORUSSIE Piraterie aérienne et politique

Les grandes puissances ont dénoncé l'acte prétendu inédit de piraterie aérienne, le socialiste Le Drian (ministre des Affaires étrangères de Macron) oubliant l'exploit de son ancêtre Guy Mollet, socialiste au pouvoir en 1956¹. En guise de sanction tangible, l'Union européenne a fermé son espace aérien aux avions biélorusses, aidant ainsi Loukachenko à encaserner son propre peuple.

Enfermement dans des frontières et des prisons

Des ONG surtout fournissent des informations sur la situation faite à celles et ceux qui, à l'occasion de la présidentielle frauduleuse du 9 août dernier, ont engagé un spectaculaire bras de fer contre un dictateur en place depuis un quart de siècle, aux cris de Yxodi! («Dégage»). Ces manifestations monstrues et répétées de centaines de milliers de personnes (sur 9,5 millions d'habitants), dans les centres-villes mais aussi les quartiers, sous des formes variées dont des «chaînes de solidarité» à forte participation de femmes et des grèves dans des usines emblématiques, n'ont pas arraché le départ de Loukachenko

Le détournement sur Minsk le 23 mai, par un Mig-29 biélorusse, de l'avion Ryanair qui reliait Athènes à Vilnius en Lituanie, pour arrêter et incarcérer un jeune journaliste et sa compagne, en dit long sur l'acharnement de l'autocrate Loukachenko contre ses opposants. Sur sa trouille aussi, face une mobilisation populaire née l'été dernier – que la féroce répression étouffe mais n'éteint pas.

et ont subi le contrecoup d'une répression qui s'est faite de plus en plus dure. Après les matraques, balles en caoutchouc, grenades lacrymogènes et assourdissantes, les manifestants et opposants ont connu les arrestations et incarcérations par milliers, et la torture. Une nouvelle législation vise de prétendues «activités terroristes de masse» : ce dont est accusé Roman Protassevitch, la proie des pirates de l'air, pour avoir été l'animateur de Nexta («Quelqu'un»), média influent pour la mobilisation. Une grande partie des opposants – qui en avaient les moyens – ont choisi l'exil, surtout en Pologne ou en Lituanie voisines.

Une opposition politique libérale, une mobilisation ouvrière inédite

La mobilisation biélorusse s'est faite contre la répression et l'absence de droits démocratiques, dont des élections libres. Les figures

fémminines qui se sont mises à sa tête, dont Svetlana Tsikhanovskaïa, ont pu masquer derrière cet affichage démocratique consensuel un programme nationaliste d'austérité accrue contre les classes populaires, en particulier de privatisations dans la ligne du FMI. Loukachenko lui-même s'était engagé dans cette voie, à partir de 2004, en remplaçant des conventions collectives par des contrats individuels, en amputant les allocations chômage et les retraites, en gelant les salaires. Balançant depuis son arrivée au pouvoir en 1994 entre liens avec la Russie et/ou avec l'Union européenne, entre «cadeaux» avec des contreparties de l'une et/ou de l'autre, il misait alors plutôt sur un rapprochement avec l'UE.

La classe ouvrière de grandes entreprises d'État, dont l'usine MZKT (véhicules lourds) ou les mines de potasse Belaruskali (pour ne citer que ces fleurons), est arrivée en août 2020 sur la scène politique.

La mobilisation a pris la forme de grèves, de meetings spontanés, de collectifs de travail voire de syndicats indépendants... Elle aussi s'est surtout dressée contre la violence de l'État. Les aspirations à une démocratie sociale faisant des incursions dans les prérogatives des possédants, sont restées latentes, seuls des courants de gauche radicale ou d'extrême gauche peu audibles ont posé ce problème politique. Qui demeure. Poutine et Loukachenko viennent de se rencontrer à Sotchi. Bains de mer entre amis retrouvés. Tous deux pourtant sont sur des volcans : confrontés à des oppositions nationalistes libérales mais aussi à des classes ouvrières dont ils ont vu le spectre.

Michelle Verdier

1 – Le 22 octobre 1956, un avion de transport civil emmenant cinq dirigeants du FLN a été intercepté par l'armée française dans l'espace aérien international. Les chefs du FLN resteront en prison en France jusqu'à l'indépendance.

NI OUBLI NI PARDON

Il y a huit ans, le 5 juin 2013, Clément Méric, militant antifasciste et syndical, était assassiné par des nervis d'extrême droite, membres du groupuscule Troisième Voie. Cinq ans plus tard, en septembre 2018, le procès de ses assassins se tenait enfin, au terme duquel Esteban Morillo et Samuel Dufour avaient été reconnus coupables de « violences volontaires avec armes et en réunion ayant entraîné la mort de Clément Méric », et condamnés respectivement à 11 et 7 ans de prison. Les deux néonazis ont fait appel, et le procès se tient du 25 mai au 4 juin à Évry.

«Les forces fascistes contre lesquelles luttait Clément ne cessent de progresser»

C'est donc dans le contexte de ce procès que se tiendront les manifestations annuelles en hommage à Clément Méric le samedi 5 juin. Un procès durant lequel, comme le raconte notamment le site La Horde, les accusés jouent les victimes, tentent de banaliser la nature de leurs engagements dans un groupe d'extrême droite violent, et essaient même de rejeter la faute sur les antifascistes et donc sur Clément Méric lui-même. Immonde.

La mobilisation du 5 juin se tiendra aussi, plus globalement, dans un contexte de progression des forces et des idées d'extrême droite, en France comme dans le reste des grands pays capitalistes «développés», avec des participations gouvernementales de forces fascistes, voire fascistes, et une reprise de plus en plus forte du programme raciste et réactionnaire des courants d'extrême droite. La situation internationale est ainsi marquée par un renforcement des logiques autoritaires et des politiques discriminatoires au sein des démocraties parlementaires, et par un approfondissement de la crise économique, dont les tragiques conséquences servent de carburant aux courants d'extrême droite, toujours prompts à monter les victimes du capitalisme les unes contre les autres.

Comme le rappelle l'appel unitaire à la mobilisation du 5 juin : «8 ans après sa mort, les forces fascistes contre lesquelles luttait Clément ne cessent de progresser. En plus de l'essor électoral du Rassemblement national, on a pu observer non seulement la persistance des violences perpétrées par des groupes d'extrême droite, mais aussi la circulation de leurs idées, des plateaux télé jusqu'au plus haut sommet de

l'État. Depuis 8 ans, on a vu la chasse aux migrantEs s'intensifier, le racisme institutionnel et en particulier l'islamophobie gagner en légitimité et en intensité dans toutes les sphères de la société. On a vu le complotisme se développer et les actes antisémites augmenter. On a vu les violences policières s'étendre, tandis que des politiques néolibérales frappent de plein fouet les plus démunis. Les mouvements sociaux de ces dernières années ont été largement réprimés, cette répression s'étendant à celles et ceux qui luttent contre les idées réactionnaires, qu'ils et elles soient antifascistes, syndicalistes ou militantEs LGBTQIA+.

No pasarán!

Nous étions parmi les milliers qui scandaient, lors des manifestations consécutives à la mort de Clément, «Ni oubli ni pardon». Non, nous n'avons pas oublié. Non, nous n'avons pas pardonné. Nous réitérons notre soutien à la famille, aux amiEs et aux camarades de Clément, et participerons aux différentes initiatives organisées à l'occasion du procès. Et au-delà, nous n'oublisons pas ceux qui, par leurs politiques antisociales, par l'adoption de la rhétorique et des propositions de l'extrême droite, par leur complaisance à l'égard des courants réactionnaires, ont favorisé, et favorisent encore le regain d'influence et de confiance de la bête immonde.

Pour citer, là encore, l'appel unitaire : «*Bien qu'il soit nécessaire que la justice reconnaît la responsabilité des militants de l'organisation néonazie Troisième Voie qui s'en sont pris à Clément et à ses amis ce 5 juin 2013, cela ne saurait suffire car, par-delà la question judiciaire, il est impératif d'organiser une mobilisation politique et de replacer le meurtre de Clément sur le plan politique : la montée en puissance de l'extrême droite et de ses violences dans le monde.*

Ne rien lâcher face à l'extrême droite. Lutter sans relâche contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie. Accueillir les migrantEs, touTEs les migrantEs. Défendre une liberté de circulation et d'installation inconditionnelles. Se battre contre l'homophobie, le sexism, pour une réelle égalité des droits. Refuser le fatalisme et la résignation. Défendre, encore et toujours, la perspective d'un autre monde, débarrassé de l'exploitation et des oppressions. À la mémoire de Clément, et de touTEs les autres. No pasarán!

Julien Salingue



GROUPUSCULES VIOLENTS D'EXTRÊME DROITE

À partir des échanges téléphoniques de ceux qui ont tué Clément Méric, le Comité pour Clément a montré qu'il s'agissait d'une situation dans laquelle il y avait «un donneur d'ordres, une centrale téléphonique et des soldats qui attaquent». Car les deux néonazis actuellement en procès d'appel étaient au moment des faits des militants dans une organisation, et pas de simples «lambdas» un peu fachos, comme tente de le faire croire leur défense.

Au-delà des dissolutions

À la suite de la mort de Clément, quatre organisations étaient dissoutes, dont celles des deux responsables, Troisième Voie et les Jeunesse nationalistes révolutionnaires. D'autres dissolutions ont, depuis, été prononcées sans bouleverser autre mesure le paysage militant de l'extrême droite extra-parlementaire : Bastion social, Blood & Honour Hexagone et Combat 18, puis récemment Génération identitaire. Huit ans après, qu'en est-il des groupuscules de fachos violents en France ?

La presse s'est récemment fait l'écho d'un projet d'attentat néonazi, mené par un obscur groupe «Honneur et Nation». Le collectif d'analyse antifasciste La Horde est revenu sur la réalité de

cette structure. Il s'avère que ces bourrins folkloriques sont plus des machines à picoler et publier des selfies sur les réseaux sociaux que de sérieux combattants pour un quelconque ordre nouveau. Ce sont les restes, pas toujours frais, de bandes de nazi-skins, dont la mode tend globalement à passer chez les jeunes fachos. Depuis les années 1990, la France est globalement épargnée par les aventures meurtrières d'extrême droite. Le poids du FN-RN joue un rôle dans la temporisation de ces pratiques extra-légales. Certes, il y a toujours des furieux qui s'entraînent au paintball pour la guerre civile : restent le culte de la force et la fascination des armes, voire leur trafic. La Horde a raison de s'interroger sur la possibilité, pour des militants issus d'une nébuleuse de groupuscules éphémères, de passer à l'acte isolément. Mais la focalisation journalistique sur la «menace terroriste d'ultra-droite» masque le bruit de fond actuel.

Une nouvelle génération de nationalistes

Depuis quelques années, un autre phénomène traverse la jeunesse nationaliste. Abandonnant la chaussure montante coquée pour la chaussure de sport, et le bomber camouflage pour la veste «casual», les modes changent. Avec une fascination, parfois

L'ESCALADE DE LA VIOLENCE

CONTINUE COMME ÇA ET TU VAS FINIR CHRONIQUEUR SUR CNEWS !



CHARMAG

mythifiée, pour les tribunes de football, une partie des jeunes fachos importent certains us et coutumes dans leurs pratiques militantes (le phénomène n'est pas propre à l'extrême droite). Une de leurs références est l'implication de supporteurs dans les manifestations du «Maidan» ukrainien de 2014. La France a connu les «Manifs pour tous», que certains ont vécues comme



DES VIOLENCES D'EXTRÊME DROITE CONNECTÉES À L'AVANCÉE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

L'existence de ces groupes informels violents procède en quelque sorte de ce que proposait le théoricien d'extrême droite Dominique Venner dans les années 1960 pour renouveler le logiciel nationaliste : *Une organisation sans hiérarchie, sans délimitation territoriale, [avec des] membres qui fassent rayonner notre enseignement, suivant leur milieu, leurs capacités et leurs affinités*. Le milieu, sociologique et amical, de militants formés au sein d'organisations d'extrême droite (comme l'Action française ou Génération identitaire) pousse ces franges à cultiver de façon autonome la violence de rue, habillée de nouvelles modes « footballistiques ». Elles font ainsi « rayonner leur enseignement » au sein d'une jeunesse non militante mais soudée par le nationalisme.

« Militant intellectuel et violent »

Si certains adhèrent aux « éléments pour une contre-culture » développée par les identitaires, d'autres restent classiquement fascinés par les références aux fascismes historiques. Sur une ville, la constitution d'une telle communauté est facilitée par l'existence d'un groupe politique, et encore plus d'un local. De nombreuses structures d'extrême droite orientent en effet leur activité sur des pratiques sociales et culturelles selon une inspiration localiste. Avec une salle de sport et une bibliothèque, se perpétue l'idéal



maurassien du militant « intellectuel et violent ». En élargissant leur cercle, ces groupes socialisent de jeunes nationalistes. Pour beaucoup, leur fougue ne trouve plus sa place au RN, dont la logique électoraliste pousse à la respectabilité. Pour autant, le parti de Marine Le Pen est-il déconnecté de cette violence d'extrême droite ? Pour ponctuellement renforcer les troupes, le DPS, service d'ordre du RN, a l'habitude de recruter largement. Certains nervis « autonomes » peuvent donc, à l'occasion, donner un coup de main (tout comme dans le service d'ordre des Manifs pour tous). Les relations familiales facilitent

parfois la connexion. Mais l'éternelle quête de « dédiabolisation » du RN le pousse être vigilant sur les farfelus dans ses rangs. Certes, les nombreux liens entre jeunes militants identitaires et RN sont clairement établis. Mais c'est en tant qu'attachés parlementaires, chargés en communication, voire candidats aux élections, qu'ils entrent dans le parti, pas dans son service d'ordre. Aujourd'hui, dans sa stratégie de grignotage des institutions, le RN n'a pas besoin de troupes de choc.

Quels liens avec le RN ?

Pourtant les deux sont liés. Dans le processus d'implantation des extrêmes droites, le discours

s'accompagne toujours d'actes, quel que soit le niveau de coordination consciente des uns et des autres. Lorsque Jordan Bardella, porte-parole du RN désigne « ultra-gauche et islamistes » comme partageant « un objectif commun : la destruction de l'État et de la France », il désigne l'ennemi intérieur à « combattre avec force ». Ce genre d'amalgame grossier s'est retrouvé dans la fameuse tribune des militaires, approuvée par Marine Le Pen, et bien d'autres : « un certain antiracisme », « l'islamisme et les hordes de banlieue », « individus infiltrés et encagoulés » dans les manifestations. Les expressions sont suffisamment précises mais

largement floues pour viser un spectre très large de potentiels artisans de l'anti-France. Comme les politiques sécuritaires et les discours « décomplexés » du gouvernement légitiment la posture du RN, son militarisme nourrit la violence des jeunes nervis. Nul besoin d'être organisés dans une même structure politique pour que les tâches militantes soient réparties. Chacun pense ainsi agir à sa façon pour la « protection de nos valeurs civilisationnelles et la sauvegarde de nos compatriotes sur le territoire national » (« tribune des généraux » publiée par Valeurs actuelles le 21 avril dernier). *Commission nationale antifasciste*

S,
A!

DITE: OÙ EN EST-ON?

ces jeunes fachos, dont tous ne partagent pas une stricte sobriété anti-alcool. L'éémulation sur les réseaux sociaux pousse à multiplier les exploits. Certains militent dans des organisations politiques déclarées. Mais leurs activités « sportives » sont menées au sein de groupes informels et affinitaires. Vols de drapeaux ou de banderoles d'organisation de gauche, arrachage de vêtements « militants »... une violence de basse intensité s'est lentement installée dans de nombreuses villes. Si Lyon est le parfait exemple, l'existence de groupes similaires, plus ou moins fournis, est constatée sur Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Nîmes, Marseille et Aix, Nice, Chambéry, Clermont-Ferrand, Chalon-sur-Saône, Besançon, Strasbourg, Reims, Lille, Rennes, Nantes, Angers, Tours, Bourges, Paris.... rien d'anecdote.

Un phénomène à prendre au sérieux

Les actions contre les mobilisations pour la PMA pour touTEs, le 31 janvier, ont été l'occasion d'une coordination de fait entre ces différents groupes. Car au-delà de la pression quotidienne que cherchent à faire peser ces jeunes nervis sur les militantEs de gauche, et essentiellement sur les jeunes repérés comme antifascistes, leur violence se

UN MOIS DE MOBILISATIONS CONTRE L'AUTORITARISME ET L'EXTRÊME DROITE

La manifestation du 5 juin, en hommage à Clément Méric, ouvre un cycle de mobilisation contre l'extrême droite et l'autoritarisme qui courra au moins jusqu'au week-end des 3 et 4 juillet, avec le congrès du Rassemblement national à Perpignan. Le tout sur fond d'élections régionales, avec des scores probablement très élevés pour les candidats de Marine Le Pen, et d'une véritable course à l'échalote entre le gouvernement, la droite extrême et l'extrême droite, à grand renfort de campagnes racistes et sécuritaires.

« Le problème de la police, c'est la justice ! »

Il y a quelque chose de pourri dans le climat politique actuel, marqué entre autres ces dernières semaines par une offensive des forces de répression, avec tribunes de militaires et manifs de flics. L'extrême droite applaudit, le gouvernement s'aligne, et une partie de la « gauche » confirme son naufrage, avec entre autres Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, Olivier Faure, premier secrétaire du PS, ou Yannick Jadot d'ÉELV, qui se sont rendus à la manifestation appelée par les « syndicats de policiers » le

19 mai dernier, et se sont retrouvés au côté du n°2 du RN Jordan Bardella, de Philippe de Villiers ou encore d'Éric Zemmour. Une manifestation au cours de laquelle on a entendu des slogans comme « *Le problème de la police, c'est la justice !* », à laquelle le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin s'est rendu avant que, dans la foulée, le gouvernement fasse voter la suppression des « rappels à la loi » et étende à 30 ans la période de sûreté pour les personnes condamnées à perpétuité pour un crime contre un policier ou un gendarme, comme l'exigeaient les flics. Ces tribunes de militaires et manifestations de flics ne sortent pas de nulle part, et sont en réalité l'un des symptômes du cours raciste-autoritaire suivi par la Macronie, avec entre autres, dans la période récente, la loi « sécurité globale » et la loi « séparatismes ». Une Macronie qui a en outre fait le choix de gérer la conflictualité sociale à coups de matraques, de gaz lacrymogènes et de LBD, sur fond de crise sanitaire et sociale historique. Au total, les forces de répression se sentent pousser des ailes, et des secteurs entiers desdites forces, acquises idéologiquement à l'extrême droite, tentent de pousser leur avantage.

5 juin, 12 juin, 19 juin, 3-4 juillet...

Il n'y a évidemment pas de stricte équivalence entre le gouvernement et le RN, et ceux qui céderont au raccourci selon lequel « le fascisme est déjà au pouvoir » contribue à minorer la menace que représentent Le Pen et les siens et le saut qualitatif en termes de politiques répressives, racistes et liberticides, que signifierait leur accession au pouvoir. Ce qui ne veut pas pour autant dire que Macron et LREM seraient un quelconque « rempart » face au RN : ils font partie du problème, pas de la solution, légitimant les idées et « propositions » de l'extrême droite, favorisant leur ascension par leurs politiques antisociales, soufflant sur les braises de la division et de la construction de boucs émissaires.

Nous serons présents à Paris le samedi 5 juin pour manifester à l'issue du procès des assassins de Clément Méric, mort à 18 ans sous les coups de militants d'extrême droite. Nous appelons à manifester partout le samedi 12 juin contre les idées d'extrême droite et les lois liberticides, à l'appel de dizaines de syndicats, associations, collectifs, médias et organisations politiques. Le

samedi 19 juin, au côté de la CGT UGI, nous serons dans la rue contre les licenciements et les suppressions de postes, contre la réforme de l'assurance chômage. Enfin, nous appelons à construire la mobilisation contre le congrès du RN qui aura lieu les 3 et 4 juillet à Perpignan. L'extrême droite et ses idées nauséabondes, dont une partie sont reprises aujourd'hui par le pouvoir, ne doivent pas passer ! Lutter contre l'extrême droite et ses idées, c'est en effet tout à la fois lutter spécifiquement contre le RN et les groupuscules fascistes, lutter contre les politiques autoritaires, racistes et antisociales du gouvernement, et faire vivre la perspective d'une véritable alternative politique qui ne se fixe pas comme horizon le replâtrage du système mais son renversement. La priorité des organisations de la gauche sociale et politique devrait être d'œuvrer à convertir la colère et la radicalité qui se sont exprimées ces derniers mois en expériences de mobilisations et de solidarités concrètes, mais aussi de luttes collectives victorieuses, seules à même de faire vivre un horizon politique de rupture et d'éclaircir un tableau de plus en plus assombri.

AUTOMOBILE Renault condamnée à 300 000 euros d'amende suite à un accident du travail mortel

Le tribunal judiciaire de Rouen a rendu son verdict le 31 mai concernant l'accident du travail mortel dont a été victime Jérôme D. le 10 mars 2016 sur le site Renault de Cléon. Nous publions des extraits du communiqué de la CGT Renault Cléon.

La justice vient de condamner la SAS Renault en sa qualité d'employeur à 200 000 euros d'amende et la SNC Renault Cléon, propriétaire des bâtiments et des machines, à 100 000 euros d'amende. La CGT est satisfaite de cette condamnation qui malheureusement ne devrait pas être définitive, Renault étant coutumier des appels même pour les causes perdues !



C'est l'organisation du travail de Renault qui a tué Jérôme

Il aura fallu cinq ans de procédure pour que la marque au losange soit condamnée, cinq ans durant lesquels le syndicat CGT Renault Cléon et l'Union départementale CGT 76 ont travaillé sur le dossier, avec leur avocat Karim Berbra, pour démontrer que l'accident mortel n'était pas lié à la malchance, ni à une éventuelle faute d'inattention de Jérôme comme le soutenaient la direction de l'entreprise ! Lors de l'audience du 13 avril 2021, l'ex-directeur du site de Cléon avait osé dire à plusieurs reprises que l'accident était de la seule faute de Jérôme comme s'il savait qu'il allait être écrasé en entrant dans la machine [...] L'accident de Jérôme aurait pu être évité si la société avait mis en œuvre les prescriptions de l'inspection du travail, qui avait demandé à plusieurs reprises que les règles relatives aux opérations de maintenance soient modifiées. Les magistrats ne se sont pas laisser rouler dans la farine. S'appuyant sur la citation directe de la CGT qui détaillait l'ensemble des manquements des dirigeants de l'entreprise ainsi que les mesures prises à la suite de l'accident où les règles relatives aux opérations de maintenance ont été drastiquement revues, les juges ont tranché : c'est bien l'organisation du travail de Renault qui a tué Jérôme. Alors que nous dénonçons régulièrement le fait que la justice est très souvent clément avec les délinquants en col blanc, force est de constater que pour une fois le montant des amendes n'est pas négligeable. Voilà qui fera peut-être réfléchir la direction de Renault ainsi que les autres patrons qui mènent les mêmes politiques criminelles. Si ce jugement ne fera pas revivre Jérôme, espérons que la publicité qui en sera faite permettra une véritable prise de conscience sur les morts et les blessés au travail. Comme nous le disons régulièrement : « Nous en avons marre de compter nos morts, nos malades, nos blessés ! »



Un « passeport » vers plus de liberté ou plus de contrôle ?

La seconde phase du déconfinement, le 9 juin, va s'accompagner de la mise en place du « pass sanitaire », introduit en catimini, dans un amendement, par le gouvernement, rejeté puis finalement approuvé par le Parlement.

Le « pass » est présenté par le pouvoir comme un outil essentiel, accompagnant la généralisation de la vaccination pour le retour à la « vie d'avant » : réouverture des lieux de culture, de sport, de convivialité, de fête, possibilité de voyager, tout en évitant une nouvelle flambée de l'épidémie. Support de ce « pass », l'application « Tousanticovid » deviendrait le nouveau sésame d'un déconfinement sûr, en remplissant trois fonctions différentes.

Accès à des lieux et événements

Au plan national, le « pass sanitaire » viserait à réduire le plus possible les contaminations dans des lieux et à l'occasion d'événements où le risque de diffusion massive du virus est élevé. L'accès en serait réservé aux personnes pouvant prouver grâce au « pass » qu'elles sont vaccinées, ont fait un test négatif récent ou sont devenues non contagieuses, après avoir été infectées. Pour faire accepter la mesure, le gouvernement en a limité l'application. Le pass sera obligatoire pour accéder à des établissements ou rassemblement qui accueillent plus de 1000 personnes (salles de spectacles, foires-expositions, festivals...). Les stades, les établissements sportifs couverts ou les bateaux de croisière sont également concernés.

La mesure ne s'applique pas, à cette étape, aux établissements plus petits (restaurants, cinémas, lieux culturels...). La loi interdit aux établissements non visés de faire usage de l'application « Tousanticovidverif » (en libre accès) pour s'assurer de la validité d'un pass sanitaire. Les sanctions prévues en cas d'abus restent toutefois des plus floues. Comme l'ont dénoncé des députés d'opposition, la liste des établissements autorisés à utiliser



le « pass » est fixée par décret, ce qui laisse les mains libres au pouvoir pour la modifier à sa guise, étendre et prolonger le dispositif, censé s'arrêter à l'automne.

On peut par ailleurs craindre l'extension d'une utilisation non légale d'une application en accès libre, tant dans des établissements accueillant du public, que de la part d'employeurs voulant s'assurer de la « bonne santé » de leurs salariés. Là encore, pour faire « passer la pilule » la possibilité, existe, pour l'instant, de présenter une version « papier » du « pass ».

Chaines de contamination

Une nouvelle fonction, « Signal », s'intègre à l'application « Tousanticovid » : le « carnet de rappel numérique ». Les clientEs d'un café, restaurant, salle de sport... pourront à leur entrée scanner un QR code pour signaler leur présence. Si unE autre clientE, s'étant signalé pendant la même période s'avère être positif dans les jours qui suivent, la personne

sera immédiatement prévenue pour se faire tester.

Là encore, la loi prévoit une alternative « papier », sous forme d'un cahier tenu à jour par l'établissement.

La 3^e fonction du « pass sanitaire » est internationale. L'application Tousanticovid servira de passeport sanitaire pour voyager à l'étranger. Elle permettra, en particulier, partir du 1^{er} juillet, une circulation plus facile au sein de l'Union européenne, et la limitation des mesures de quarantaine.

« Caractère temporaire du dispositif » ?

Pourtant très accommodante, la CNIL (Commission nationale informatique et libertés) a exigé, en vain, des précisions sur « les finalités, la nature des lieux, établissements et événements concernés », ainsi que « la nécessité de s'assurer du caractère temporaire du dispositif ». La promesse de voir le pass disparaître à l'automne, alors que l'épidémie est loin d'être derrière nous, est aussi crédible que les annonces à répétition du pouvoir de mettre fin à « l'état d'urgence sanitaire » une nouvelle fois prolongé jusqu'à l'automne.

Le plus probable, au contraire, est que les possibilités de surveillance de masse de la population, introduites au nom de la lutte contre

l'épidémie, soient pérennisées voire élargies, de même que la collecte massive de nos données personnelles de santé, et leur utilisation à des fins n'ayant rien à voir avec l'intérêt général. Tout cela alors que l'efficacité des applications de ce type est plus que sujette à caution. En effet si 22% de la population européenne a bien téléchargé une application de ce type, seulement 4,7% des cas détectés y ont été enregistrés.

Contrôler et mettre sous surveillance ceux qui nous surveillent et nous contrôlent ?

Sans que cela semble susciter de vague d'indignation, la dernière émission de France 2, « Cash investigation », a démontré l'ampleur de cette appropriation des données de santé par des entreprises privées qui les revendent ensuite à tous ceux qu'elles peuvent intéresser. L'émission révélait qu'avec l'accord de la CNIL, toutes les informations collectées chaque fois que nous utilisons notre carte Vitale, sans que notre accord soit même demandé, étaient transmises à IQVIA, la principale entreprise mondiale de collecte et de vente des données de santé. Cerise sur le gâteau, le PDG de la branche française de cette entreprise, J.M. Aubert, a repris ses fonctions après avoir piloté, au ministère de la Santé, la mise en place du Health data hub, outil de centralisation de l'ensemble des données de santé du pays !

L'émission révélait enfin que la prétendue « anonymisation » des données n'était qu'un leurre, et démontrait comment, à partir de quelques éléments faciles à se procurer, il était aisément de retrouver le nom d'une personne. On voit tout l'intérêt qu'assureurs, employeurs, établissements de crédit... peuvent tirer de telles informations.

Au-delà des résistances individuelles, consistant à fournir le moins de données possible au « Big Brother » de la santé, la question de la lutte pour un contrôle citoyen, sur l'appropriation, l'utilisation, la protection de nos données de santé devient un combat politique essentiel.

Jean-Claude Delavigne

l'Anticapitaliste la revue

Le n°126 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE Mobilisation contre l'augmentation du temps de travail à la Ville de Paris

Depuis plusieurs mois, les agents de la Ville de Paris se mobilisent contre une des conséquences de l'application de la loi Fonction publique de 2019 : l'augmentation du temps de travail. Cette mobilisation est portée par une intersyndicale large.

La semaine du 17 au 21 mai était une semaine d'action appelée par l'intersyndicale large existante à la Ville pour dire « Pas une minute de plus ». Cette semaine a vu différentes actions se mettre en place : des « piquets

de grève » devant des Ephad, au parc des Buttes-Chaumont, devant les catacombes, des assemblées dans certains secteurs (bois de Vincennes, petite enfance, mairies,...). Un « temps fort » a été la manifestation du jeudi avec

FONDERIE DE BRETAGNE

Fondeurs oui, chômeurs non

Samedi 29 mai, 1500 personnes se sont rassemblées à Hennebont, ville emblématique de l'industrie des forges, pour apporter leur soutien à la lutte, à la grève que mènent les fondeurs de la Fonderie de Bretagne (FDB, ex SBFM) pour le maintien de l'unité de production à Caudan et le refus que Renault, principal donneur d'ordres, lâche l'usine vers un ne sait quel horizon qui se soldera par 350 licenciements et probablement la fin de cette entreprise.

A près les interventions de Maël (secrétaire CGT FDB) réaffirmant les revendications de la grève, c'est un appel au soutien de la population et de l'ensemble du monde du travail qui a été lancé : « Nous sommes des travailleurs aux mains d'or mais surtout des travailleurs qui risquent d'être rayés de la carte si personne ne réagit, cela fait maintenant cinq semaines que nous occupons l'usine ».

Soutien populaire, syndical et politique

Les secrétaires de l'Union départementale CGT et de la fédération métallurgie ont pris la parole dans le même sens, avec des revendications en quatre points : maintien de la FDB dans le groupe Renault, une usine qui tourne en 3x8 et un volume minimum de 33 000 tonnes, préparer l'avenir avec la transition vers l'aluminium et le maintien de tous les emplois. Outre la CGT, très majoritaire dans l'usine, et la forte présence des



CGT MINES ÉNERGIE 56

grévistes, les soutiens étaient nombreux dans la population ainsi que parmi les élus locaux. Présence également des délégués de Solidaires, de la FSU mais aussi du PCF, de LO, de la FI, du POI et du NPA. À l'issue du rassemblement, une marche s'est organisée dans les

rues de la ville, à laquelle notre camarade Pierre Le Ménahes (ex secrétaire CGT de la SBFM) n'a pas pu participer, handicapé qu'il était par les séquelles de l'agression physique et violente qu'il a subie mercredi dans l'usine de la part d'un délégué CGT qui

l'a violemment frappé et écrasé au sol.

Inadmissible à l'endroit d'un militant qui toute sa vie a été partie prenante des combats du camp des travailleuses et travailleurs, et a marqué durant des années l'histoire ouvrière et victorieuse de la SBFM, en particulier lors des épisodes 2008-2009. Alors même que cette lutte difficile a besoin du soutien le plus large, cette épisode vient entacher une histoire et un présent ouvrier de lutte. Il n'est pas concevable de vouloir régler d'éventuelles différences d'appréciations dans une lutte par la « politique du coup de poing » comme le dit Pierre : « On peut avoir des désaccords. Mais la démocratie, c'est le débat ».

Parce que la grève de la FDB en cours vaut mieux que cette misérable agression, nous apportons tout notre soutien à notre camarade Pierre Le Ménahes et à l'ensemble des fondeurs qui luttent pour une juste cause.

Correspondants NPA

GUINGAMP Une marée de Gwenn ha Du

S'il est le drapeau le plus connu au monde, dixit la presse, le drapeau breton (« Gwenn ha Du » pour « blanc et noir ») ne pouvait passer inaperçu le samedi 29 mai parmi les 10 000 manifestantEs rassemblés à Guingamp (7000 habitantEs) contre la décision de censure par le Conseil constitutionnel de la loi Molac sur les langues régionales.

Sans doute la plus grande manifestation organisée pour le droit inaliénable à parler breton ou gallo, avec plus de 10 000 personnes. Sur un sujet qui fait l'objet du plus grand consensus en Bretagne mais aussi en Euskadi, en Corse, en Occitanie, en Alsace... la mobilisation annonçait massive. Elle fut le.

« Unan daou tri... brezhoneg ban ti »

Mélant enfants criant « Unan daou tri... brezhoneg ban ti »¹, ou lycéenEs scandant « Brezhoneg, brezhoneg, yezh ofisiel »², familles et comités de soutien, candidats divers aux prébendes électORALES,



associations culturelles et folkloriques, musiciens et artistes, militantEs de tout l'échiquier politique breton...

Une « unité nationale » possible à la seule condition de ne poser les problèmes qu'en résistance à Paris... à Blanquer et à Macron.

Hélas la réalité va nous rattraper : en déclarant anticonstitutionnel l'enseignement immersif technique pédagogique de Diwan et des diverses écoles fédérées dans le réseau Eskolim, le gouvernement prépare leur liquidation.

En termes d'emploi, Diwan seul c'est 435 salariés et, avec les emplois induits, contrats aidés, AESH, Atsem des communes, le chiffre de 800 emplois est crédible. Et, sauf erreur de notre part, seule la FERC CGT Educ Privé et Diwan a soulevé l'hypothèse d'un plan social.

Correspondant Comité Nathalie Le Mel

1 - « Un deux trois le breton à la maison »

2 - « Breton, breton : langue officielle »

ALGUES VERTES

Le 5 juin à Lorient : « Je dis stop aux marées vertes ! »

Après les échouages hivernaux, l'ulve invasive (algue verte) n'a malheureusement pas raté sa rentrée en Bretagne... La saison s'annonce riche en nuisances olfactives, visuelles, et en risques sanitaires.

Les deux listes données en tête pour les élections régionales (PS & Cie, LREM) partagent le bilan de l'équipe Le Drian. Or, le récent rapport du sénateur Delcros¹ va leur compliquer la tâche. En effet, dur de faire croire que l'action de l'État et des collectivités territoriales, via les plans algues vertes (que tous ont soutenus !), a été un succès, quand les sénateurs pointent que « les avancées [...] sont réelles, mais demeurent largement insuffisantes », qu'ils admettent que « 95 à 98 % des nitrates dans l'eau des bassins versants bretons sont d'origine agricole », et qu'ils affirment que « la dynamique de volontariat sur laquelle se fonde le PLAV [plan de lutte contre les algues vertes] semble avoir atteint ses limites » ! C'est justement ce que répètent depuis des années les associations et les journalistes qui ont étudié de près la question !

Pour un autre modèle agricole

« Eau et rivières de Bretagne » choisit d'inviter les algues vertes dans le débat électoral au travers de la campagne « Je dis stop aux marées vertes »². Les listes aux régionales devront donc réagir, car ERB est une association puissante, qui a su par le passé imposer le retour à une eau potable dans les cours d'eau bretons. Ici, elle rassemble les associations bretonnes, signataires de la pétition, aux côtés de figures symboliques de la Bretagne comme Alan Stivell, d'acteurs clés du dossier algues vertes tels André Ollivro et le docteur Philippe, mais aussi des journalistes comme Inès Léraud³ et Morgan Large. Le texte reprend les constats faits depuis longtemps par Sauvegarde du Trégor et Halte aux marées vertes : le taux de nitrates trop élevé, causé par l'élevage intensif, provoque les marées vertes, dangereuses, qui ont causé la mort d'animaux et d'humains et ravagent la biodiversité. Après avoir fixé l'objectif à atteindre – « descendre sous la barre des 10 mg/L dans les baies et vasières touchées » – qui impose une agriculture produisant « moins mais mieux », la pétition exige un engagement des pouvoirs publics, avant la fin de l'année, à « favoriser la diminution du cheptel breton, conditionner les aides publiques, renforcer la réglementation et le contrôle sur les épandages ». Aussi, malgré la timidité de la pétition concernant les PLAV et le modèle agricole breton, la manifestation de Lorient le 5 juin pourrait être un point d'appui, pour les militantEs et la population bretonne, dans la construction d'un large mouvement de masse, seul capable d'imposer des solutions à la hauteur. Et ceci bien au-delà de l'échéance et des calculs électoraux.

Correspondant Bretagne

1 - http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/commission/finances/Essentiel/Essentiel-Algues_vertes.pdf

2 - <https://petitions.eau-et-rivières.org/stop-marees-vertes>

3 - Cf *l'Anticapitaliste* n° 561 du 25 mars 2021.



un millier de collègues qui ont défilé depuis la mairie du 11^e (Anne Hidalgo y est élue) vers l'Hôtel de Ville.

La mobilisation s'est donc construite grâce aux appels de l'intersyndicale mais aussi par une activité à la base facilitée par ces appels unitaires qui permettent un peu de dépasser la fragmentation de notre camp.

La mobilisation continue et s'ancre dans la durée

Suite au succès de cette manifestation, la mobilisation continue avec un appel à des manifs tous les jeudis par l'intersyndicale. La manifestation du jeudi 27 mai a ainsi permis de maintenir la pression sur la mairie. La CGT du nettoiement (éboueurs et égoutiers) se lance dans des actions dans son coin, avec par exemple l'occupation de l'Hôtel de Ville mardi 25 mai dernier. La Ville avait déjà commencé à reculer lors d'une audience précédant la grève

mardi 18 : une réduction du temps de travail hebdomadaire de 30 min (équivalent à trois jours sur l'année) en reconnaissance de la pénibilité du travail à Paris (pollution, temps de transport, etc.). Cette « sujétion » est donc proposée par la Ville, reprenant la proposition de l'intersyndicale faite depuis plus d'un an et demi et dont la mairie disait que c'était impossible à mettre en place. Ce recul est la preuve que le mouvement se construit, que cela paie et qu'il est possible de mettre en échec l'augmentation du temps de travail.

Perspectives et obstacles

La perspective d'une victoire est ouverte grâce aux premiers reculs de la Ville. Une augmentation des « sujétions » (donc une baisse du temps de travail hebdomadaire) permettrait de compenser la perte

de jours de congés. Il faut contraindre la Ville à le faire.

Cela nécessite un rapport de forces plus important. Cela ne passera que par la construction et le renforcement de la mobilisation dans les secteurs, localement, pour permettre à tous les collègues de participer, s'emparer de la mobilisation. Notamment par des assemblées, pour discuter comment agir. Et les jeudis de manifestations seront un point d'appui (mais ne pourront suffire à faire reculer la mairie si elles ne sont pas de plus en plus massives). La participation d'un plus grand nombre de collègues dans la construction de la mobilisation par le biais des assemblées dans tous les secteurs, est aussi indispensable pour éviter la volonté de certains secteurs comme la CGT des éboueurs d'aller négocier pour eux-mêmes, mais

aussi pour élargir la participation des collègues qui ne se reconnaissent pas toujours dans les syndicats.

Encourager les mobilisations dans la fonction publique territoriale

Dans de nombreuses villes de France la fonction publique territoriale est impactée de la même manière. Avec la fin du confinement, encourager ces luttes est aussi un moyen de prolonger la nécessaire défense du service public, qui reste indispensable en temps de crise comme on l'a vu avec le covid. Cette mobilisation, au-delà du temps de travail, peut aussi être un véritable exemple sur la question de l'emploi. Une bagarre pour la baisse du temps de travail et des embauches, donc pour le partage de l'emploi, contre la précarité. *Correspondant*

Les Nôtres**Maxime Pierot**

Maxime Pierot est arrivé dans le Rhône au début des années 2000. Déjà militant de la Ligue communiste révolutionnaire, il a tout de suite rejoint la LCR 69 et s'est vite révélé précieux : discret mais efficace, prenant toute sa part au fonctionnement, aux tâches ingrates et invisibles mais nécessaires au fonctionnement de l'organisation. Aux élections législatives de 2007, il a accepté de représenter le parti dans sa circonscription et assuré l'exercice difficile des interviews des médias et des interventions dans les débats contradictoires. Il faut dire que son activité de syndicaliste, à la CGT des Voies navigables de France, lui avait donné de l'expérience. Et il s'y dépensait sans compter, malgré les déplacements que cela nécessitait, pour rencontrer ses collègues et ses camarades.



DR

Et puis ce fut la fondation du Nouveau parti anticapitaliste, une période enthousiasmante. Maxime y a activement participé. Il animait le comité d'Oullins et avait à cœur que puissent s'exprimer tous les points de vue, en particulier libertaires. Il nous poussait, aussi, depuis de longues années, à intégrer la dimension écologique à notre combat. C'est elle qu'il portait régulièrement dans les débats au NPA : il en rappelait chaque fois l'importance, voulait que l'on fasse connaître les campagnes contre les compteurs Linky, pour l'arrêt des centrales nucléaires et bien d'autres encore. Mais il fut surtout un pilier de la direction du NPA du Rhône qui ne se mettait jamais en avant, mais sur qui on pouvait toujours compter. Jusqu'au bout, malgré la maladie, il a voulu participer à la vie du parti, grâce à l'aide de son épouse Chantal. Jamais il n'a renoncé à changer ce monde. Et il savait que cette énergie devait s'appuyer sur une organisation collective, pour ne pas se dissiper ou être récupérée.

Son calme était frappant. Pas un calme mou, indifférent : un calme concentré. Cette concentration se doublait d'une tolérance qui permettait l'écoute et le respect de la parole de chacun. Cela en faisait un camarade facile d'accès avec qui l'on pouvait avoir des discussions constructives frappées du sceau du bon sens et de la justice. Il était bienveillant et empathique, jamais sectaire, toujours prompt à prendre des nouvelles des uns et des autres. En plus de cela, il savait aussi laisser le temps à la convivialité et au plaisir.

Maxime avec sa présence, son activité, son dévouement, ses interventions mesurées va grandement nous manquer.

Nous sommes de tout cœur avec sa famille. Merci à lui pour tout ce qu'il nous a apporté, pour sa participation pleine à ce combat, long, lent mais nécessaire pour un monde débarrassé de l'oppression et de l'exploitation.

La moindre des choses, malgré les défaites et la peine immense, est de continuer à le mener ensemble, avec dans nos mémoires le souvenir de ce qu'il lui a apporté.

Le NPA 69

150 ans après***La Commune n'est pas morte!***

Le NPA a participé partout en France à la commémoration de la Commune qui, après 150 ans, n'est pas morte.

Le NPA a participé à des initiatives locales dans plusieurs villes en régions, comme à Château-Arnoux dans les Alpes de Haute-Provence, à Toulouse avec des rassemblements, rebaptisant les rues, ou par la constitution d'une chorale comme à Caen. Des sections locales comme à Bordeaux ont organisé des débats, des formations autour de cette expérience fondatrice du mouvement ouvrier révolutionnaire. À Paris, nous avons fait partie des collectifs qui ont organisé dans les 19^e et 20^e arrondissements des déambulations sur les pas des communards et communardes.

Rassemblement unitaire et stands

Le point d'orgue de ces commémorations a évidemment été la journée du 29 mai, préparée par un collectif qui, à l'appel de l'Association des amiEs de la Commune et sous le titre « 1871-2021 : Elle n'est pas morte, vive la Commune ! », a regroupé plus d'une centaine d'organisations – des associations, des partis, des syndicats – dont bien sûr le NPA.

Pour être pleinement dans l'esprit de la Commune – pluriel, avec ses côtés festifs et culturels – il a été décidé de commencer la journée par un rassemblement sur la place de la République où toutes les organisations qui le souhaitaient pouvaient tenir un stand.

Le NPA était présent avec un stand proposant sa presse et une librairie. Avec un moment important lorsque nos camarades Olivier Besancenot et Michael Löwy sont



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

venus présenter leur nouveau livre (*Marx à Paris 1871 : le cahier bleu de Jenny*). Après la présentation enthousiasmante du bouquin, retraçant l'itinéraire de cet ouvrage de fiction (une première pour les deux auteurs), ils sont revenus sur l'importance de la Commune dans le développement de la pensée marxiste, soulignant notamment à quel point les idées, les revendications et les idéaux de ces ParisienEs qui sont montés « à l'assaut du ciel » restent d'actualité aujourd'hui. La librairie a épuisé son stock du livre.

Manifestation festive

Autour du stand du NPA il y avait ici un petit concert, là un bistrot, en face une autre librairie ou la

vente de produits bio. On parlait aussi de la prochaine tournée des Zapatistes en Europe, de la défense des militantEs italiens menacés d'extradition. Les collectifs des sans-papiers étaient aussi présents. Bref une façon de rappeler qu'effectivement la Commune n'est pas morte et que les mêmes luttes contre les mêmes ennemis de classe continuent.

Le souhait du collectif organisateur était de faire de cette journée un moment unitaire – beaucoup de courants du mouvement ouvrier se reconnaissant dans l'héritage de la Commune – et il y a eu donc une seule prise de parole, de l'Association des amiEs de la Commune qui garde vivante sa mémoire

depuis des décennies, avant que l'on parte en manifestation de la place de la République au cimetière du Père-Lachaise. La lecture d'un texte collectif prévu devant le Père-Lachaise n'a pas pu avoir lieu pour des raisons techniques. Le NPA est parti en cortège, accompagné aussi par notre camarade député européen Miguel Urban, et a déposé une gerbe devant le Mur des Fédérés comme nous le faisons habituellement, chaque année, lors de la Montée au mur. C'était une belle journée et les milliers de personnes qui sont sorties dans la rue – profitant aussi du beau temps ! – ont montré que la Commune est vraiment encore vivante.

Penelope Duggan

Université d'été du NPA**EN FINIR AVEC LE MACRONAVIRUS ANTISOCIAL ET AUTORITAIRE*****Vite, une alternative anticapitaliste !***

Depuis notre précédente université d'été, la poursuite de la pandémie de Covid-19, ici et à l'échelle de la planète, a continué d'imprimer sa marque sur nos vies et sur l'ensemble de la situation sociale et politique. Et à chacune des étapes, la politique de Macron et de son gouvernement a toujours fait faillite. Après le scandale des masques manquants avant l'été, les vases-hésitations sur les mesures à prendre (toujours à contretemps) et la défense des intérêts des grands labos de Big Pharma – contradictoire avec le développement de la nécessaire campagne de vaccination – illustrent la politique d'un pouvoir totalement dédié aux capitalistes.

Alors que ceux-ci veulent faire payer les conséquences économiques de cette crise au monde du travail (chômage de masse grandissant, multiplication des licenciements et suppressions de postes, paiement d'une « dette covid » qui ne leur

a servi qu'à eux seuls...), le gouvernement de Castex et Darmanin s'est lancé dans une fuite en avant réactionnaire dangereuse. Sécuritaire et liberticide, avec la loi de sécurité globale ; raciste, avec une loi islamophobe sur les « séparatismes » et une campagne d'opinion contre le présumé « islamogaucho ». Le RN de Marine Le Pen n'a plus qu'à attendre son heure... Dans ce contexte pesant, notre camp social ne s'est pas résigné. Si les conditions de mobilisation n'ont pas été simples ces derniers mois, entre situation sanitaire et coups de pression du pouvoir, nous avons repris la rue : avec les travailleurEs de la culture contre la réforme de l'assurance chômage ; avec la jeunesse des quartiers en solidarité avec la Palestine ; avec les femmes et les personnes LGBTI pour l'accès à la PMA et l'égalité des droits ; avec les jeunes mobilisés pour la justice climatique... Et cela doit continuer, car nous n'attendrons pas les urnes en 2022 pour

combattre Macron et son monde – même si nous voulons aussi nous y faire entendre.

Meeting de rentrée du NPA dans un contexte de campagne présidentielle, rencontres internationales et invitéEs venus d'horizon divers, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Cette année, malgré quelques contraintes toujours liées à la crise sanitaire, notre université d'été reste plus que jamais un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes des questions politiques, sociales, internationales, sanitaires, etc. Le tout bien évidemment dans une ambiance que l'on souhaite garder la plus conviviale et ensoleillée, sous la pergola, au bord de la piscine ou même à la plage...

NPA
13^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA
DU DIMANCHE 22 AU MERCREDI 25 AOÛT



Accueil à partir du samedi 21 août après-midi, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.

INSCRIPTION EN LIGNE: NOUVEAUPARTANTICAPITALISTE.ORG/UE2021

Bande dessinée

Il ne s'agit pas du tout d'une BD du genre « l'économie ou le libéralisme pour les nuls ». C'est une BD mais, il faut le dire : cela reste un gros travail d'enquête, précis, retraçant sur quasiment un siècle les choix politiques et économiques qui débouchent sur la situation sociale actuelle. Un journaliste de France Inter et un dessinateur nous racontent cette histoire au fil des interviews qu'ils ont réalisées avec des économistes, des sociologues et des personnalités qui ont joué un rôle dans les choix des gouvernements et pouvoirs politiques ou économiques.

Égoïsme de classe

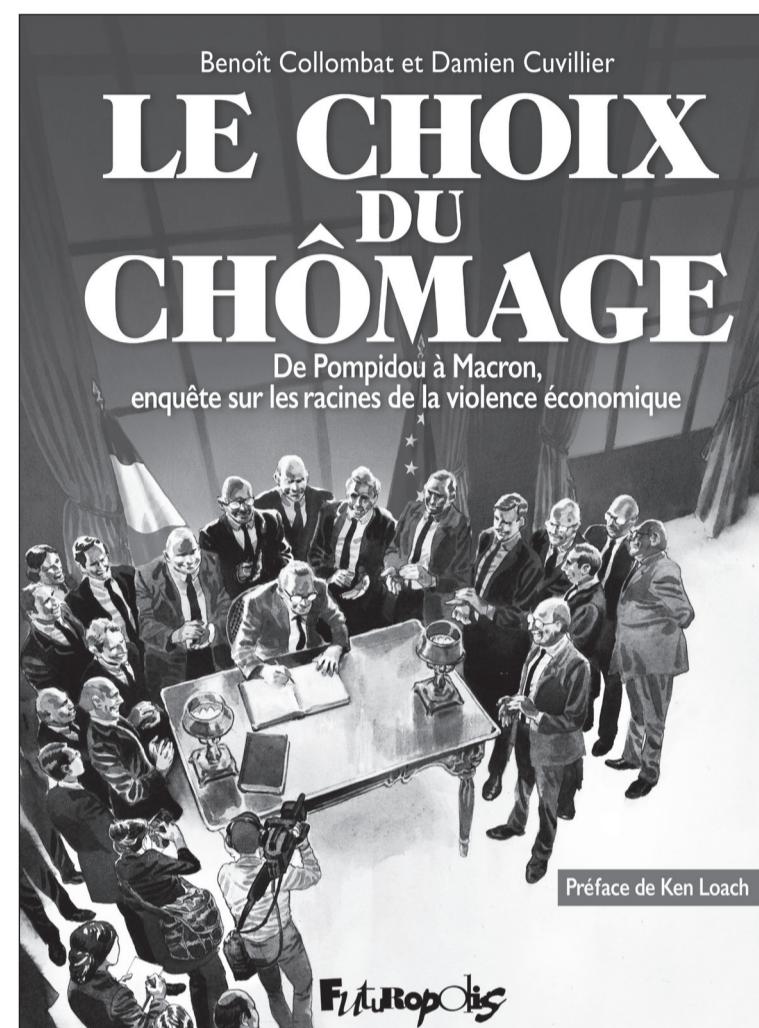
Des années 1930, avec Roosevelt, jusqu'à Macron et la crise sanitaire, voilà donc le programme. Des dates, des faits, des dirigeants, des événements pour expliquer comment l'ultralibéralisme l'a emporté sur d'autres conceptions de la société, comment les gouvernements, de droite comme de gauche, ont tous choisi le pouvoir de la finance, des banquiers, du profit, des dividendes, du marché, de l'égoïsme d'une classe sur tout le reste de la société.

La reconstruction de l'après-guerre, la construction de l'Union européenne (depuis les années 1940), la fin du « communisme » (chute du mur de Berlin), la crise financière (2008), la crise en Grèce (années 2010), la crise sanitaire enfin : autant de moments où le choix des politiques ultralibérales s'est fait contre l'intérêt des populations, contre le social, contre les services publics.

Le livre détaille pas mal l'arrivée de Mitterrand en 1981 et le « tournant » de l'austérité, qui en fait commence dès le premier été, où l'on voit un pouvoir « socialiste » si peu disposé à rompre avec le capitalisme car déjà si bien entouré de tous les

Le choix du chômage, de Benoît Collombat et Damien Cuvillier

Éditions Futuropolis, 288 pages, 26 euros.



libéraux et financiers très actifs. Les Fabius, Bérégovoy, Delors... déjà sous totale influence de leurs cliques de conseillers, d'économistes complètement gagnés aux entreprises et aux banques.

Histoire moderne de la violence du capitalisme

Très intéressant aussi le « militantisme » acharné des ultralibéraux, de ces courants de pensée capitalistes qui n'ont jamais

abandonné la bataille, même dans les périodes où le rapport de forces était différent comme à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, à l'époque du CNR en France, où le rôle de protecteur social de l'État semblait inévitable. Les défenseurs du marché, des « lois » et des règles de l'économie, les inventeurs du déficit à 3% maxi, de la dette publique comme outil d'accaparement des richesses par les possédants, par les banques. Cette bataille, cette pression sur les pouvoirs politiques a toujours été menée par des fidèles serviteurs du capital, du profit et des dividendes. Le « choix du chômage » c'est ce choix libéral de préserver à tout moment les intérêts égoïstes des banquiers et des capitalistes, un choix qui s'est traduit dans des politiques cyniques et violentes allant jusqu'à détruire sans scrupule les structures sociales et solidaires et les services publics, jusqu'à condamner les populations au chômage et à la pauvreté. Jusqu'à attaquer les retraites encore et encore, l'assurance chômage encore, les droits du travail encore. Le livre n'est pas facile car de toute façon dès que ça touche à l'économie, c'est vite ardu, avec des chiffres, des notions complexes. Mais comme c'est une histoire qui est racontée, avec des beaux dessins, franchement c'est accessible. C'est surtout très utile pour aujourd'hui : il est très important de se pencher sur cette histoire moderne de la violence du capitalisme.

Philippe Poutou

Podcast

Le cœur sur la table, de Victoire Tuaillet

Podcast en ligne sur Binge Audio : <https://www.binge.audio/podcast/le-coeur-sur-la-table>.



« Parce que s'aimer est une façon de faire la révolution » : c'est avec ces mots que la journaliste et autrice française Victoire Tuaillet a choisi d'introduire son nouveau projet, *Le cœur sur la table*, lancé en février dernier sur la plateforme d'écoute Binge Audio.

Interroger le système relationnel hétéronormatif

Notamment connue pour son podcast questionnant les masculinités intitulé *Les couilles sur la table*, lancé en 2017 et désormais adapté en livre, Victoire Tuaillet a choisi cette fois-ci de s'intéresser à la question multiple, épiqueuse, des relations. Les relations amoureuses principalement mais aussi amicales ou familiales ; les relations heureuses ou malheureuses, saines ou toxiques... Le podcast traite jusqu'ici principalement de thématiques liées aux relations hétérosexuelles. En s'appuyant sur des écrits et des concepts socio-économiques et féministes, mais aussi sur des récits de vie, elle cherche à démontrer que l'amour, celui avec un grand A, hétérosexuel et exclusif, n'est pas inné, mais bien construit socialement, résultant de nombreux facteurs comme l'éducation – genrée – ou la culture – dominante. À travers des témoignages d'expériences familiales traumatiques, qui entraînent des problèmes de dépendance émotionnelle et de faible estime de soi, mais aussi via la déconstruction de certains mythes comme celui de l'amour unique et véritable, justifiant tous les sacrifices et toutes les peines, elle nous pousse à nous interroger sur le système relationnel hétéronormatif dominant. Le programme compte actuellement cinq épisodes, d'une vingtaine de minutes chacun. Tous sont accompagnés d'une bibliographie pour approfondir les concepts qui y sont présentés.

Les mouvements féministes l'ont démontré et le revendent depuis de nombreuses années : le privé est politique. *Le cœur sur la table* s'inscrit pleinement dans cette revendication. C'est un médium qui nous rappelle l'importance, pour les militantEs féministes et queer et pour touTEs leurs alliéEs, du partage d'expériences, pour déconstruire ce qui est bien souvent présenté comme un destin immuable, et de la sororité, pour commencer à esquisser collectivement des alternatives à l'hétéronormativité systémique qui nous opprime, tant émotionnellement que matériellement, bien plus qu'elle ne nous émancipe.

Noémie Rentsch

Publié dans le n°389 de *Solidarité* (Suisse).

Essai

Quelques considérations sur l'enseignement des sciences naturelles dans les écoles au début du XXI^e siècle, de Frédéric Metz

Éditions Pontcerq, 112 pages, 10 euros.

Ce petit livre fonctionne comme une fable : il semble raconter une histoire simple – mettant en scène le naturaliste, le biologiste, le pédagogue, l'élève... et le petit troglodyte – dont la portée générale ne fait guère de doute ! À toi, lectrice, lecteur, d'y apporter les prolongements que ton équation personnelle t'inspire, au travers d'ailleurs d'une démarche fort peu « scientifique » !

La destitution de la perception (52 pages)

Là est bien la question : la méthode scientifique ! Quand elle s'impose, elle rompt avec les approches basées sur l'observation. Exit Linné et ses classifications, place à l'expérimentation : reproductive en laboratoire et généralisable. Exit l'objet en lui-même, place à l'exploration des phénomènes qu'il recèle. À l'école, la démarche « pédagogique » basée sur les compétences conduit à une nouvelle disparition de l'objet (et de l'élève ?), que l'on peut simplement garder à titre d'exemple, au profit de « l'action

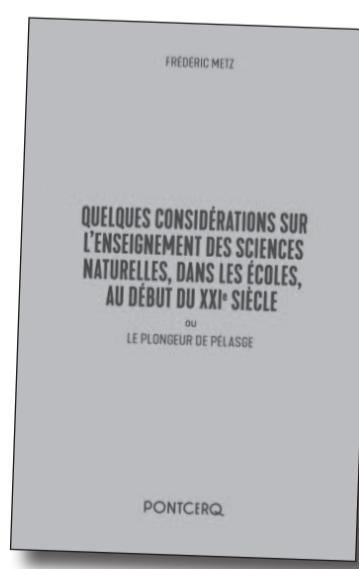
du petit moi sur le monde ». Cela conduit à se passer de l'objet (et de l'élève ?), de sa rencontre, de son histoire, de ses affects, à l'isoler de son contexte... Au bout du compte, « la vie » se substituant à « l'être vivant » en tant qu'objet d'étude, celui-ci n'est plus que phénomène, il s'estompe. Alors il peut disparaître de la nature comme il a disparu de notre regard. Bien sombre perspective que l'auteur dissipe par une conclusion en forme de paradoxe... mais ne comptez pas sur le chroniqueur pour la dévoiler ici !

Une « Tapisserie des programmes » (8 pages)

La tapisserie, une toile de fond ? Mais attention : n'est-il pas temps de s'interroger sur l'impact que peut avoir sur l'individu son environnement, dans sa composition la plus triviale, son apparence, et sur sa capacité à le conditionner malgré son air anodin ?

Un appareil de « Notes » (36 pages)

Un appareil, en cuisine, contribue à construire un plat, permettant une



composition originale, au travers de laquelle s'exprime le talent de qui cuisine. À ce titre, on ne saurait s'en passer. Sinon, les notes, dans un livre, c'est ce que l'on ne lit pas... Bien mal t'en prendrait, lectrice, lecteur ! En effet, le livre étant édité par Pontcerq, tu ne l'as pas volé. Ces notes, tu les as donc payées ! Tu ne vas pas gaspiller,

tout de même ! Et puis, les notes recèlent deux mystères, que tu ne vas pas manquer d'élucider... Il n'en a pas le format, mais ce livre doit d'urgence rejoindre la poche des enseignantEs, (et leurs élèves, et leurs parents) et chercheurEs... qui résistent ! Il sera pour elles et eux comme une arme (légère). Chronique dédiée aux « Naturalistes en lutte ! » et au campagnol amphibia.

Vincent Gibelin

COMMANDÉZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture : Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

IBIS BATIGNOLLES

« Notre lutte est historique, et on espère qu'elle va être un exemple pour plein de collègues »

Après plus de 22 mois de grève et de mobilisation, les femmes de chambre de l'Ibis Batignolles ont remporté une éclatante victoire face au géant Accor. Le protocole signé mardi 25 mai leur donne gain de cause sur l'ensemble de leurs revendications, à l'exception de la fin de la sous-traitance par leur intégration dans le groupe Accor: augmentation de 250 à 500 euros, baisse des cadences, décompte précis des heures de travail, annulation des mutations forcées, élection de représentantes syndicales...

Grâce à la solidarité et à l'énorme mouvement de sympathie que les femmes de chambre et la CGT-HPE ont su créer autour de leur lutte, plus de 280 000 euros ont été collectés qui ont permis de tenir ce plus long conflit de l'histoire dans l'hôtellerie. La longueur de ce conflit du travail et la crise sanitaire ont fait comprendre au groupe Accor, le PDG, M. Bazin, en tête, qui l'a dit dans différents médias, qu'il ne pouvait plus traiter les salariées de la sous-traitance,

qui occupent souvent les métiers les plus pénibles, comme des sous-salariés.

À défaut de les internaliser, le groupe Accor a assimilé qu'il ne pouvait plus prendre des contrats au rabais qui génèrent de très mauvaises conditions de travail et de rémunération.

Un grand bravo aux guerrières de l'Ibis Batignolles qui n'ont pas cédé d'un pouce dans ce conflit et nous ont donné du courage durant ces plus de 22 mois.

Entretien avec Rachel et Sylvie, grévistes de l'Ibis Batignolles.

Alors ça y est, après 22 mois de lutte, vous avez gagné ?

On n'aura jamais fini de savourer notre victoire. La joie est immense. On est fières de nous. Nous sommes des femmes, des vraies battantes, et face à des braves femmes, il n'y a rien. Accor est tombé.

On a gagné beaucoup de choses, presque toutes nos revendications. Ce qui est très important, c'est la baisse des cadences. On dénonçait le fait de devoir faire 30 chambres, 40 chambres... Maintenant ce sera trois chambres de l'heure pour les petites chambres et deux chambres de l'heure pour les grandes.

On a obtenu une pointeuse, ce qui permet de baisser les cadences, et donc les heures supplémentaires seront payées.

On n'avait pas de prime de panier, pour manger. On a maintenant 7,30 euros de prime de nourriture, c'est énorme : au début de la négociation on nous proposait deux euros et une cannette.

On a obtenu la qualification, on a obtenu l'augmentation des salaires, de 200 à 500 euros, ce qui est vraiment bien pour des salaires de 700, 800, 1000 euros, sept de nos collègues qui étaient en temps partiel imposé vont passer en plein temps, à 7 heures de travail par jour... Deux de nos collègues qui étaient en CDD, interrompus avec la grève, vont passer en CDI, avec ancianeté...

Autre victoire, deux représentants des salariés pour le site.

Tout cela, on le voulait depuis longtemps, mais ils ne voulaient pas nous le donner, et il a donc fallu qu'on mène un combat pendant 22 mois pour l'obtenir. Et on est fières de ça.

Et maintenant ?

Notre lutte est historique, et on espère qu'elle va être un exemple pour plein de collègues, pour leur donner la force de se battre pour sortir de la sous-traitance, sortir de l'esclavagisme que le groupe Accor entretient dans ses établissements, et revendiquer leurs droits. Il ne faut pas qu'ils aient peur, il ne faut pas qu'elles aient peur. Et dans les restaurants aussi, où il y a de la sous-traitance, dans le bâtiment, et là on pense aux sans-papiers... On espère que notre lutte va inspirer beaucoup de gens.

On remercie toutes les organisations syndicales qui nous ont soutenues pendant la lutte, Claude et Tiziri de



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

la CGT-HPE bien sûr, et aussi les organisations politiques, le NPA, Génération.s, les étudiantEs, les féministes, on pense aux Rosie qui nous ont soutenues et étaient avec nous pour faire de belles actions dans les hôtels. On vous remercie !

pour le soutien matériel, physique, financier, et on ne peut pas citer tous les soutiens, si on en oublie on s'excuse, toutes celles et tout ceux qui nous ont soutenues de près ou de loin. On ne cessera jamais de vous dire merci !

L'image de la semaine



Ce qui a été gagné :

- de 250 à 500 euros d'augmentation de salaire par mois par: la mise en place d'une prime de panier égale à 7,30 euros par journée d'au moins 5h comme dans les HCR, soit 150 euros par mois; l'augmentation des qualifications de AS A à AQ51B, de CE1 à CE2 et de CE2 à CE3, soit environ 100 euros par mois; l'augmentation de la mensualisation pour 13 grévistes d'une heure par jour (sept passent à temps complet) et pas de contrat de moins de 5h par jour, soit 21h 67 x 11,5 euros, soit 250 euros par mois;
- la baisse de la cadence indicative de 3,5 à 3 chambres de l'heure pour les chambres et à 2 chambres pour les grandes avec installation d'une pointeuse. Les gouvernantes ne contrôleront plus que 80 chambres par jour au lieu de plus de 100, le pointage et le dépouillement en tenue civile, la fourniture de deux tenues en coton par an et leur entretien assuré par STN;
- la réintégration des deux CDD rompus illégalement pendant la grève;
- la mise en place de deux délégués de site avec 15h de délégation par mois et tenue de réunions mensuelles;
- l'annulation des mutations des 10 salariées en restriction médicale;
- la suppression de l'abattement de 8% sur l'assiette des cotisations sociales;
- le paiement des salaires le 5 du mois suivant au lieu du 11.

Vu ailleurs

AU SECOURS, VALLS REVIENT. Il y a des responsables politiques qui font des choix et qui s'y tiennent. Et puis, il y a Manuel Valls. Beaucoup de choses ont été écrites sur le passage à Beauvau puis à Matignon de l'ancien socialiste: son démantèlement minutieux de la gauche plurielle, ses crispations identitaires, ses coups de menton sécuritaires, ses revirements, son usage immoderé du 49-3 et ses innombrables expressions incendiaires – sur les Roms qui auraient «vocation à retourner en Roumanie ou en Bulgarie», sur la «guerre de civilisation», la «culture de l'excuse» ou la «société de l'assistanat» – qui ont rendu insupportable le simple fait de l'entendre dire qu'il est «de gauche et fier de l'être».

On aurait pu imaginer que sa défaite à la primaire socialiste de 2017, son élection sur le fil aux législatives suivantes et l'abandon de son mandat en rase campagne un an plus tard tourneraient la déjà trop longue page Manuel Valls en France. À l'automne 2018, lorsque l'ancien Premier ministre, fatigué de ses vaines tentatives d'entrisme dans l'écosystème macroniste, est parti tenter sa chance à Barcelone (Espagne), une lueur d'espérance a en effet survécu. Après tout, il l'avait dit et répété: «quoi qu'il arrive», il resterait là-bas. Mais, une fois de plus, c'était un mensonge. Manuel Valls revient. Il fallait s'en douter. Car avant d'avoir juré, la main sur le cœur, qu'il en avait «terminé» avec la vie politique française, l'ancien premier ministre avait déjà renié plus d'une promesse. En janvier 2017, il s'engageait par écrit à soutenir le vainqueur de la primaire socialiste. Deux mois plus tard, il ralliait Emmanuel Macron. En juin de la même année, il faisait campagne dans la première circonscription de l'Essonne sous les couleurs de la majorité présidentielle, en distribuant des tracts sur lesquels on pouvait lire: «Toujours avec vous!» Un an plus tard, il démissionnait de son mandat de député.

C'est donc presque naturellement que Manuel Valls quitte aujourd'hui le conseil municipal de Barcelone, où il siègeait dans l'opposition depuis deux ans – ses tout petits 13 % de suffrages exprimés l'ayant contraint à revoir ses rêves espagnols à la baisse. [...]

Le simple fait que [Valls] possède encore assez de légitimité pour être reçu sous les ors de la République par des ministres en mal de colonne vertébrale, alors même qu'il n'a cessé de retourner sa veste et de se couler dans l'agenda idéologique de l'extrême droite, en dit long sur la situation politique dans laquelle nous nous trouvons. [...]

Ellen Salvi, «Le retour de Manuel Valls, symptôme d'un climat délétère», *Mediapart*, 29 mai 2021.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 70 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €
Hebdo+ <input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 120 €
Mensuel <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 1 an 45 €
Promotion d'essai <input type="checkbox"/>	Hebdo + Mensuel offert <input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Jointre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
---	---	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
---	---	---

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse : Ville :

Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN: BIC:

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numeréro ICS : FR43ZZZ554755

Date :

Signature obligatoire

www.npa2009.org